



Préfet du Nord

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
des Hauts-de-France

Lille, le

- 5 FEV. 2019

Unité Départementale de Lille

Affaire suivie par Celine DISPA  
Guillaume LEROY

Tél. 03 20 40 54 08.-

Fax : 03 20 40 54 67

Courriel : [guillaume.leroy@developpement-durable.gouv.fr](mailto:guillaume.leroy@developpement-durable.gouv.fr)  
[Celine.dispa@developpement-durable.gouv.fr](mailto:Celine.dispa@developpement-durable.gouv.fr)

Nos réf. :

L:\\_Commun\Etablissements UT Lille\S\SIG\_Wattrelos\Coderst\Sig\_wattrelos\_RAPCO(decision\_finale)\_SIG2.odt

**OBJET :** Autorisation Environnementale en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement  
**SIG WATTRELOS**  
Demande d'autorisation d'exploiter un entrepôt logistique sur la commune de Wattrelos  
**Rapport de décision finale**

**N°S3IC : 38.1470**

**REFERENCES :**

- Articles R 181-39 à R 181-44 du Code de l'Environnement
- Date de l'accusé de réception du dossier au Bureau de l'Environnement : 05/04/2018
- Autres documents remis par le porteur de projet et ayant servi à l'instruction du dossier (compléments, études complémentaires, tierce expertise, mémoires en réponse, etc)
- Rapport et conclusions du commissaire-enquêteur en date du 14/12/2018

# RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

## Sommaire du rapport :

1. Renseignements généraux	<u>Annexes</u> N°. Liste des installations classées de l'établissement N°. Projet d'arrêté préfectoral N°. Tableau de synthèse des phénomènes dangereux
2. Dispositions relatives aux installations classées	
3. Autres dispositions	
4. Impacts et risques principaux générés par le projet	
5. Enquête publique et consultation des collectivités territoriales	
6. Avis des services	
7. Prise en compte de l'avis de l'autorité environnementale	
8. Proposition de l'inspection	
9. Suites administratives	

Par transmission citée en référence, les services préfectoraux nous ont adressé, pour avis et propositions quant à sa recevabilité, le dossier déposé le 05 avril 2018 et complété le 05/07/2018 par la société SIG Watrelos, à l'appui de sa demande d'autorisation environnementale relative à la création d'un entrepôt logistique, sur le territoire de la commune de Watrelos. Un second complément a été transmis le 12/07/2018 suite aux remarques de la DDTM.

Cette transmission s'est suivie de celles des autres avis recueillis par M. le Préfet sur cette demande d'autorisation, ainsi que de celle du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur, et dont il est rendu compte dans le présent rapport.

## **1. RENSEIGNEMENTS GENERAUX**

### **1.1. Identification du demandeur**

- Raison sociale : SIG WATTRELOS
- Forme juridique : Société à responsabilité limitée
- Adresse du siège social : 35 allée Lavoisier  
Technoparc des Près  
59650 Villeneuve d'Ascq
- Adresse du site d'exploitation : rue de la Martinoire  
59150 Watrelos
- N° SIRET : 817 465 834 00015
- Code APE : 6831Z
- Effectif projeté : 80 employés
- Signataire de la demande : Mr Grimonprez Franck -Président
- Interlocuteur du dossier : Mr Calesse Remi – Responsable de programmes – PREAM IMMOBILIER  
Tel : 03 28 36 95 24  
Mr Dessouter Olivier – Responsable Technique et des Moyens Généraux  
– LOG'S Tel : 03 20 10 64 65

## 1.2. Activités du demandeur

La société SIG Watrelos est spécialisée dans l'achat d'immeubles, fonds de commerce, actions ou parts de sociétés immobilières en vue d'une revente. Elle est également spécialisée dans la gestion, la location de tous biens immobiliers ainsi que toutes les activités connexes de valorisation de biens immobiliers. La société SIG Watrelos est possédée en totalité par la société SIG qui fait partie du groupe LOG'S qui opère sur deux activités distinctes :

- une activité logistique,
- une activité de société foncière.

## 1.3. Objet de la demande et situation administrative

La société SIG Watrelos a déposé un dossier de demande d'autorisation afin d'exploiter une plateforme logistique sur la commune de Watrelos. La société envisage la construction d'un entrepôt d'une emprise bâti de 35272 m<sup>2</sup> sur une surface d'environ 90484 m<sup>2</sup> comprenant 6 cellules de stockage pouvant accueillir différents locataires.

Les cellules ont une superficie d'environ 6000 m<sup>2</sup> chacune, comportent des bureaux et des locaux techniques et sont destinées à l'entreposage de produits combustibles de type bois, carton, polymères, etc.

Ces activités relèvent de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et sont soumises à Autorisation.

LIBELLÉ EN CLAIR DE L'INSTALLATION	CARACTÉRISTIQUES DE L'INSTALLATION	RUBRIQUE DE CLASSEMENT	RÉGIME (1)	RAYON D'AFFICHAGE	OBSERVATIONS
Stockage de matières ou produits combustibles en entrepôt couvert en quantité supérieure à 500 tonnes. (A) si le volume des entrepôts est supérieur ou égal à 300 000 m <sup>3</sup>	Le tonnage de matières ou produits susceptibles d'être stockés est de <b>50 428 tonnes</b> . Le volume de l'entrepôt est de <b>483 226 m<sup>3</sup></b>	1510	A	1 km	
Dépôts de papier, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés, à l'exception des établissements recevant du public. (A) si le volume susceptible d'être stocké est supérieur ou égal à 50 000 m <sup>3</sup>	Le volume susceptible d'être stocké est de <b>70 600 m<sup>3</sup></b>	1530	A	1 km	
Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés. (A) si le volume susceptible d'être stocké est supérieur ou égal à 50 000 m <sup>3</sup>	Le volume susceptible d'être stocké est de <b>70 600 m<sup>3</sup></b>	1532	A	1 km	
Stockage de Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, elastomères, résines et adhésifs synthétiques). (A) Si le volume susceptible d'être stocké est supérieur ou égal à 40 000 m <sup>3</sup>	Le volume susceptible d'être stocké est de <b>70 600 m<sup>3</sup></b>	2662	A	2km	
Stockages de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composé de polymères ( matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) 1. A l'état alvéolaire ou expansé tel que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc (A) Si le volume susceptible d'être stocké est supérieur ou égal à 45000 m <sup>3</sup>	Le volume susceptible d'être stocké est de <b>70 600 m<sup>3</sup></b>	2663-1a	A	2 km	

<p>Stockage de pneumatiques et produits dont au moins 50 % de la masse totale unitaire est composée de polymères ( matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)  2 Dans les autres cas et pour les pneumatiques  (E) Si le volume susceptible d'être stocké est compris entre 10.000 et 80.000 m<sup>3</sup></p>	<p>Le volume susceptible d'être stocké est de <b>70 600 m<sup>3</sup></b></p>	<p>2663-2b</p>	<p>E</p>	<p>/</p>	
<p>Ateliers de charge d'accumulateurs.  (D) Si la puissance maximale de courant continu utilisable, pour cette opération est à 50kW</p>	<p>Le site dispose d'un local de charges de <b>150 W</b></p>	<p>2925</p>	<p>D</p>	<p>/</p>	
<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771 , 2971 ou 2931 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour les quelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gazs de combustion, des matières entrantes.  A) Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse tel que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de la scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L.541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance nominale thermique est :  1. (E) si supérieure ou égale à 20 MW mais inférieure à 50 MW.  2 (DC) si supérieure à 1 MW mais inférieure à 20 MW</p>	<p>Le site dispose d'une chaufferie équipée d'une chaudière fonctionnant au gaz naturel dont la puissance thermique nominale est de <b>1,2 MW</b></p>	<p>2910-A</p>	<p>DC</p>		
<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution :  essences et naphthas, kérosènes, gazoles, fioul lourd, carburants de substitution pour véhicules utilisés au même fin et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.  (NC) si inférieur à 50 tonnes.</p>	<p>La quantité maximale de gasoil présente sur le site sera de <b>1,3 tonnes</b></p>	<p>4734</p>	<p>NC</p>		

(1) A : installations soumises à autorisation / D : installations soumises à déclaration / E : installations soumises à enregistrement

Les procédures intégrées à la demande sont :

- dérogation aux mesures de protection de la faune et de la flore sauvage.

#### **1.4. Site d'implantation**

Le site projeté par la société SIG Watrelos présente une surface de 90 484 m<sup>2</sup> situé dans la zone industrielle de la Martinoire sur la commune de Watrelos. L'entrepôt et ses bâtiments annexes occupent une superficie de 36 583 m<sup>2</sup>, les parkings et voiries représenteront une surface de 19 259 m<sup>2</sup>, trois bassins de rétention une surface de 4 560 m<sup>2</sup> et les espaces verts une surface de 29416 m<sup>2</sup> soit 32,5 % de la surface du projet. Le site occupe la parcelle cadastrale AD n°67. Au vu du Plan Local d'Urbanisme de la Métropole Européenne de Lille, cette parcelle est inscrite en zone UE. Il s'agit d'une zone d'activité organisée ou à organiser où les commerces, les bureaux et les services sont limités.

L'environnement immédiat du site est composé : au nord d'une voie ferrée, à l'est d'une friche industrielle occupée actuellement par les anciens bâtiments logistiques du site de la Redoute, au sud d'habitations, et à l'ouest d'habitations et d'une zone industrielle comprenant les entreprises suivantes : Recyclage Moderne, STAD et REVEL (site ICPE), Alunox et Beimo cintrage.

Les produits stockés seront acheminés exclusivement par les transports routiers dont l'accès se fera depuis la rue de la Martinoire qui borde le site au sud. Les infrastructures de transports routiers localisées à proximité du site sont les suivantes :

- la rue de la Martinoire qui borde le site au sud,
- la route départementale RD971 située à 150 m au sud-ouest,
- la route départementale RD112 située à 150 m au nord-ouest,
- la route départementale RD765 située à 450 m à l'est,
- l'autoroute A22 située à environ 4,5 km à l'ouest.

Les habitations les plus proches se situent en limite sud-est et ouest du projet, rue de la Martinoire. Les ERP les plus proches sont : une concession automobile située à 110 m au sud du site, un logement-foyer à 250 m à l'ouest et une école primaire et maternelle à 300 m au sud.

#### **1.5. Compatibilité vis à vis des documents d'urbanisme, contraintes et servitudes existantes**

Le projet est compatible avec les prescriptions du Plan Local d'Urbanisme de la Métropole Européenne de Lille et n'est pas concerné par les zones d'aléa du TRI ( Territoire à Risque Important d'Inondation) de Lille. Le site du projet n'est pas situé dans un périmètre de protection des monuments historiques, ni dans un site classé ou inscrit .

Aucun établissement SEVESO n'est situé dans un rayon de 2 km du projet et les communes de Watrelos, Roubaix et Tourcoing ne sont pas concernées par un PPRT lié aux installations SEVESO.

#### **1.6. Justification du choix du projet**

La société SIG Watrelos justifie le choix de son site par les motivations suivantes :

- le site de la Martinoire bénéficie d'un positionnement stratégique en tant que porte d'entrée Nord de la Métropole Européenne de Lille ;
- afin de répondre aux attentes des clients des sociétés du groupe LOG'S, la société SIG Watrelos souhaite créer un nouvel entrepôt de stockage de grande surface avec une localisation à proximité des grands axes routiers.

## **2. DISPOSITIONS RELATIVES AUX INSTALLATIONS CLASSÉES**

### **2.1. Capacités techniques et financières**

#### **2.1.1. Capacités techniques**

La société SIG WATTRELOS est possédée en totalité par la société SIG qui fait partie du Groupe LOG'S. Ce dernier est détenu à 75 % par Franck GRIMONPREZ et à 25 % par le Crédit Agricole et le CIC. Composé de 1500 salariés et présent dans une vingtaine d'agglomérations en France, le groupe LOG'S opère sur deux activités :

- une activité logistique,
- une activité de société foncière (> 260 000m<sup>2</sup> d'entrepôts en propriété)

## 2.1.2. Capacités financières

La société SIG WATTRELOS dispose d'un capital de 50 000 €.

Le tableau suivant donne l'évolution du chiffre d'affaires consolidé du groupe LOG'S sur les huit dernières années :

	<b>Chiffres d'affaires consolidés (€)</b>	<b>Résultats d'exploitation consolidé (M€)</b>
<b>2011</b>	33 450 751	4,6
<b>2012</b>	39 302 671	3,0
<b>2013</b>	48 976 425	5,4
<b>2014</b>	52 571 427	6,5
<b>2015</b>	69 492 130	7,9
<b>2016</b>	75 322 626	8,2
<b>2017</b>	82 515 600	-
<b>2018</b>	113 062 900	-

Le financement du projet est intégré dans l'opération de financement de 110 millions d'euros piloté par le CIC Nord Ouest et le Crédit Agricole Nord de France.

## **2.2. Conditions de remise en état du site et garanties financières**

Les installations visées par le projet ne sont pas soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application de l'article R.516-1 5° du Code de l'Environnement.

Lorsque les installations seront mises à l'arrêt définitif, l'exploitant devra remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifestera aucun danger et dans un état conforme à l'usage déterminé par le Plan Local d'Urbanisme en vigueur au moment de la mise à l'arrêt. L'exploitant devra pour cela transmettre à la Préfecture au moins trois mois avant l'arrêt définitif un mémoire de cessation d'activité précisant les mesures prises pour assurer la protection de l'environnement et des populations voisines. Ce mémoire devra contenir les points suivants :

- le contexte de la cessation d'activité,
- la description de l'état du site et de son environnement ainsi que le rappel de l'état initial du site,
- l'historique des activités développées sur le site,
- l'impact potentiel des installations au cours du démantèlement,
- les interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion et la coupure des alimentations en fioul domestique, gaz, électricité et eau potable,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement,
- le démontage ou le démantèlement des appareils techniques liés à l'activité industrielle, leur déplacement vers d'autres sites ou leur recyclage,
- la destruction ou le démontage des bâtiments et des structures extérieures,
- l'évacuation et l'élimination des produits dangereux ainsi que des déchets présents sur le site.

## **2.3. Étude de la conformité réglementaire du projet**

Le projet est conforme à l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts.

## **3. AUTRES DISPOSITIONS**

La demande sollicite l'obtention d'une dérogation aux mesures de protection de la faune et de la flore sauvage au titre de l'article L411-2 du code de l'environnement.

Les éléments apportés dans le dossier répondent aux exigences de l'arrêté ministériel du 19 février 2007 modifié relatif aux conditions de demande et d'instruction des autorisations exceptionnelles d'activités portant sur des spécimens d'espèces protégées.

## **4. IMPACTS ET RISQUES PRINCIPAUX GÉNÉRÉS PAR LE PROJET**

### **4.1. Analyse de l'étude d'impact**

Comme stipulé à l'article R.122-5 du Code de l'Environnement, l'exploitant a pris en compte l'impact cumulé de ses activités et de celles de quatre projets connus, ayant obtenus leur arrêté préfectoral entre 2014 et 2017, et susceptibles d'entrer en interaction avec le site de la société SIG Wattlelos. L'impact cumulé prend en compte le projet du site VERQUIN CONFISEUR soumis à autorisation et situé à 1,5 km du site SIG Wattlelos, le projet de création d'une ZAC en centre-ville de Wattlelos, le projet soumis à autorisation de la société DEL PIÈCES AUTO à Tourcoing concernant le stockage, la dépollution et le stockage de VHU, le projet soumis à autorisation de la société BAUDELET à Mouvaux concernant la création d'une installation de tri/transit de déchets.

#### **4.1.1. Eau**

Le site sera alimenté en eau potable par le réseau public de distribution. Les utilisations en eau sur l'entrepôt seront limitées à l'alimentation en eau potable, aux usages sanitaires, au nettoyage des sols et aux besoins ponctuels liés à la défense incendie (appoint). La consommation en eau est estimée à 1860 m<sup>3</sup>/an.

La perméabilité du site étant très faible, l'infiltration des eaux pluviales ne pourra être envisagée sur le site du projet.

Le réseau de collecte sera de type séparatif :

- les eaux usées domestiques seront rejetées au réseau communal puis traitées par la station d'épuration de Wattlelos,
- les eaux pluviales de voiries seront tamponnées dans deux bassins de rétention de capacité de 1 852m<sup>3</sup> et 220 m<sup>3</sup>, traitées par séparateurs hydrocarbures puis rejetées au réseau communal,
- les eaux pluviales de toiture seront tamponnées dans une noue et un bassin de rétention d'une capacité de 2543 m<sup>3</sup> puis rejetées au réseau communal.

Les bassins seront dimensionnés pour accueillir une pluie trentennale et permettre un débit de fuite de 2 L/s/ha. A noter que le bassin de rétention des eaux pluviales de voiries de 1 852m<sup>3</sup> servira également à la rétention des eaux d'extinction d'incendie. Ce volume est suffisant pour contenir les eaux pluviales d'une période de retour de 20 ans ou les eaux d'une pluie décennale et les eaux d'extinction incendie, conformément aux documents techniques « D9A Guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction » et « méthode des pluies IT 77 ».

Concernant les mesures de suivi, le bon fonctionnement du système de disconnexion et de séparateur des hydrocarbures fera l'objet de vérifications annuelles et une autosurveillance des rejets d'eaux pluviales sera mise en place annuellement par l'exploitant afin de vérifier la conformité des rejets par rapport aux valeurs limites de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.

Le pétitionnaire a étudié la conformité de son projet au SDAGE Artois Picardie 2016-2021 et à la doctrine de gestion des eaux pluviales au sein des ICPE soumises à Autorisation du 30 Janvier 2017

#### **Avis de l'inspection des installations classées :**

Le projet est conforme au SDAGE Artois Picardie 2016-2021 et à la doctrine de gestion des eaux pluviales au sein des ICPE soumises à Autorisation du 30 janvier 2017. Le niveau d'enjeu sur cette thématique est faible.

#### 4.1.2. Air

Les émissions atmosphériques liées à l'exploitation de la plate-forme logistique sont liées :

- aux installations de combustion (chaudière) d'une puissance de 1,2 MW et fonctionnant au gaz naturel ; cette installation soumise à déclaration respectera les prescriptions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 ;
- aux rejets diffus de gaz d'échappement (CO<sub>2</sub>) des véhicules légers et des poids-lourds transitant par l'entrepôt.

Le pétitionnaire a étudié la conformité de son projet avec le PPA et le SRCAE.

#### **Avis de l'inspection des installations classées :**

Le niveau d'enjeu sur cette thématique est faible car les émissions atmosphériques sont limitées aux émissions de la chaudière de faible puissance alimentée au gaz naturel et aux rejets diffus de gaz d'échappement des véhicules et des poids-lourds transitant par l'entrepôt.

#### 4.1.3. Bruit

Afin d'avoir une approche globale des impacts sur l'environnement, et conformément à l'article R122-5, l'exploitant a réalisé une modélisation acoustique de ses installations et de sa plate-forme de stockage en projet sur les limites séparatives de son site avec les parcelles voisines. Les quatre points de mesure se situent en ZER, zone à émergence réglementée : au Nord Est, en limite d'exploitation nord-ouest côté voie ferrée, en limite d'exploitation côté ouest donnant sur la rue de la Martinoire, en limite d'exploitation face aux habitations côté Sud-Est.

Les résultats de la modélisation montrent que les valeurs de bruit sont conformes aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, sauf en période de nuit au niveau du récepteur placé en limite d'exploitation face aux habitations côté Sud Est. Afin de respecter l'émergence réglementaire en période de nuit au niveau des habitations au Sud Est du projet, le pétitionnaire envisage la création d'un écran acoustique d'une hauteur de 2 mètres et d'une longueur de 90 mètres le long de sa limite séparative située en face de ces habitations. La modélisation acoustique réalisée suite à la mise en place de l'écran anti-bruit montre que les valeurs de bruit en limite de propriété ainsi que les valeurs d'émergence prévisionnelle respectent les prescriptions fixées par l'arrêté du 23 janvier 1997.

#### **Avis de l'inspection des installations classées :**

Le niveau d'enjeu sur cette thématique est faible, car les niveaux sonores sont conformes aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et que le projet prévoit la création d'un écran anti-bruit afin de respecter les émergences réglementaires au niveau des habitations situées côté sud est.

#### 4.1.4. Déchets

Les principaux déchets produits par l'établissement seront des déchets liés aux opérations de logistique (emballages plastiques, emballages cartons, palettes en bois...). En dehors des déchets municipaux, tous les déchets rejoignent des filières de recyclage.

Les déchets dangereux sont principalement constitués des boues des séparateurs d'hydrocarbures. Elles seront pompées et éliminées par une société autorisée à cet effet.

#### 4.1.5. Transports

Les produits stockés seront acheminés exclusivement par les transports routiers dont l'accès se fera depuis la rue de la Martinoire qui borde le site au sud. L'exploitation engendrera un trafic routier journalier estimé à 108 poids-lourds et 160 véhicules légers.

Le tableau ci-dessous présente la part du trafic attribuable aux activités du projet sur les principaux axes routiers empruntés par les véhicules du site :

Axe	Augmentation du trafic engendrée par le projet		
	Poids lourds	Véhicules légers	Total
RD765 (boulevard de la Fraternité)	+ 12 %	+ 1,35 %	+ 2,1 %
RD791 (Boulevard Jacques Bossut)	+ 22 %	+ 2 %	+ 3,2 %



Il est à noter que les données de comptage de 2012 et 2013 réalisées sur la RD765 et la RD791 prennent en compte le trafic engendré par les activités logistiques de la société La Redoute. Le projet de la société SIG Watrelos qui s'implante en lieu et place constitue dans les faits une substitution du trafic et non une augmentation.

#### **Avis de l'inspection des installations classées :**

Le niveau d'enjeu sur cette thématique est faible car le projet n'engendre pas d'augmentation de trafic par rapport à l'activité la Redoute anciennement présente sur ce site.

#### **4.1.6. Impact sanitaire**

Comme stipulé dans la circulaire du 3 août 2013 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation, l'évaluation, des risques sanitaires du projet de SIG Watrelos, site nouvellement soumis à autorisation et non IED a été réalisée de manière qualitative.

Le fonctionnement des installations du site engendrera des effluents aqueux, des rejets atmosphériques, des émissions acoustiques et des déchets.

Concernant le volet « Eau », le site ne générera pas d'eaux usées industrielles et les eaux usées générées par l'entrepôt ne seront pas susceptibles de comporter des éléments toxiques ou nocifs présentant des risques pour la santé (cf paragraphe 4.1.1 du rapport).

Concernant le volet « Air », les rejets atmosphériques sont issus des installations de combustion (chaudière) et des gaz d'échappement générés par le trafic de véhicules (cf paragraphe 4.1.2 du rapport). L'impact du site sur la santé des riverains dans le domaine de l'air peut être considéré comme négligeable.

#### **Avis de l'inspection des installations classées :**

Le niveau d'enjeu sur cette thématique est faible, car, les rejets atmosphériques et aqueux du site sont considérés comme négligeables.

#### **4.1.7. Impacts sur la faune, les habitats et la flore**

Le projet est situé en dehors de toute zone de protection particulière (NATURA 2000, ZNIEFF, ZICO).

Compte tenu de la distance séparant le site des premières zones NATURA 2000 (la zone la plus proche est située à 10,5 km à l'est du site), il y a une absence de lien entre les zones NATURA 2000 et le lieu d'implantation du projet.

Le site de la société SIG Watrelos ne se trouve pas en zone à dominante humide répertoriée d'après les éléments de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie et du Réseau partenarial des données sur les zones humides. Ces éléments ont été confirmés par une étude de délimitation des zones humides.

Un diagnostic écologique ( faune/flore/habitats) a été réalisé sur la parcelle contenant le projet d'entrepôt mais aussi sur l'ensemble du périmètre du programme de réhabilitation du site la Redoute.

Le dossier contient également la demande de dérogation liée à la destruction de l'orchidée *Ophrys Abeille*.

18 stations d'*Ophrys Abeille* ont été identifiées sur la zone d'étude. Deux stations comprenant 33 pieds sur 201 sont concernées par les mesures d'évitement, le reste (85 % de la population initiale) sera détruit car situé dans les emprises du projet puis transplanté sur les secteurs non impactés au nord de la zone d'étude.

Concernant la faune :

- Suite aux données collectées, le site présente un très faible intérêt pour l'avifaune migratoire et l'entomofaune ;

- Aucune espèce de reptile ou d'amphibien n'a été inventoriée lors de la campagne de prospection de 2017

- trois espèces de mammifères protégés à l'échelle nationale ont été observées sur la zone d'étude

Les mesures d'évitement prévues pour le secteur sud contenant une zone semi-naturelle constituée de bosquets et de pelouse urbaine permettent de réduire les impacts pour les chiroptères et les oiseaux nicheurs. Avec cette mesure d'évitement, les impacts du projet sur la faune passent de faible à très faible.

A noter également, l'attention portée par le pétitionnaire sur l'adaptation de l'éclairage du site afin de limiter les perturbations sur les oiseaux, les insectes et les chiroptères.

### **Avis de l'inspection des installations classées :**

Les enjeux sur cette thématique sont faibles, à l'exception de ceux concernant la demande de dérogation liée à la destruction de l'Ophrys abeille qui peuvent être considérés comme moyennement impactant. En effet, les mesures de compensation présentées dans le dossier consistent en la réimplantation des pieds détruits sur une parcelle contenant actuellement des populations d'Ophrys abeille. L'aspect fragmentaire de l'habitat ayant tendance à fragiliser la population ; cette mesure tend à améliorer la préservation de l'Ophrys abeille. Il est également à noter que l'Ophrys abeille est une espèce commune et de préoccupation faible dans la région.

#### **4.1.8. Effets cumulés**

Quatre projets sont susceptibles d'entrer en interaction avec le site de la société SIG WATTRELOS :

<b>Projet</b>	<b>Localisation par rapport au site</b>	<b>Date de l'avis</b>	<b>Type de projet</b>
Projet VERQUIN CONFISEUR, demande d'autorisation d'exploiter suite à une régularisation	1,5 km au sud-ouest	29/07/2014	ICPE
Projet de création d'une zone aménagement concerté en centre-ville de Wattrelos	1,7 km au sud-est	17/01/2014	Logements / activités
Demande d'autorisation d'exploiter une installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage, DEL PIECES AUTO	2,3 km au sud-ouest	07/01/2014	ICPE
Demande d'autorisation d'exploiter une installation de tri et transit de déchets sur la commune de MOUVAUX, BAUDELET	3,5 km au sud-ouest	23/09/2016	ICPE

Le tableau ci-dessous récapitule les impacts notables susceptibles de se cumuler à ceux du projet de la société SIG WATTRELOS.

<b>Domaine d'impact</b>	<b>VERQUIN CONFISEUR</b>	<b>ZAC Wattrelos</b>	<b>DEL PIECES AUTO</b>	<b>BAUDELET</b>
Milieu naturel	/	/	/	/
Eau	/	+	+	+
Air	/	/	/	/
Odeurs	/	/	/	/
Trafic	/	+	/	/
Déchets	/	/	/	/
Energie	/	/	/	/
Bruit	/	/	/	/
Santé	/	/	/	/

/ : pas d'impact environnemental, impact non significatif ou impact non susceptible de se cumuler avec ceux du futur site de la société SIG WATTRELOS.

Le projet est susceptible d'être à l'origine d'une légère augmentation du trafic à proximité de la zone industrielle de la Martinoire.

Les eaux pluviales ruisselant sur les surfaces du projet seront tamponnées sur le site et rejetées au réseau communal à débit régulé.

#### 4.1.9. Mesures d'évitement, réduction et compensation des effets négatifs notables du projet et coût associé

<b>Investissements pour la protection de l'environnement</b>	<b>Montant en €</b>
Création des réseaux séparatifs (eaux pluviales toiture, eaux pluviales voiries, eaux usées)	155 000
Débourbeurs/ séparateurs à hydrocarbures	18 000
Bassins de rétention	45 000
Aménagement des voiries et parking, consignes de circulation et information des chauffeurs	450 000
Espace verts et volet paysager	90 000
Milieu naturel	38 400
Mur anti-bruit	45 000
<b>TOTAL</b>	<b>841 400</b>

#### 4.2. Analyse de l'étude de dangers

Le pétitionnaire a utilisé le logiciel FUMILOG et les palettes types 1510 et 2662 pour réaliser les modélisations des effets thermiques d'incendie de son entrepôt. Les scénarii modélisés reposent sur la prise en compte des murs coupe-feu 3h entre les cellules et des murs extérieurs coupe feu de 2h.

L'exploitant a réalisé des modélisations avec un mode de stockage en racks sur 5 niveaux avec des allées de circulation de 3,2 mètres de largeur. Au vu de la configuration de l'entrepôt, 3 scénarii par type de palette ont été modélisés correspondant à un départ d'incendie dans les cellules 1,3 et 6. Le départ d'incendie des cellules 2, 4 et 5 n'a pas été modélisé car ces 3 cellules possèdent les mêmes caractéristiques que la cellule 3.

Pour un incendie de palette type 2262, la durée de l'incendie de moins de deux heures est inférieure à la résistance au feu de 3 heures des murs séparatifs entre cellule ; l'incendie ne se propage pas aux cellules de stockage voisines. Des effets thermiques correspondant au seuil d'effets létaux ( $5\text{kW}/\text{m}^2$ ) et au seuil des effets irréversibles ( $3\text{kW}/\text{m}^2$ ) sortent au niveau des limites d'exploitation sud-ouest et nord-ouest du site (20 mètres maximum pour le flux de  $5\text{kW}/\text{m}^2$ ). Cependant, les bâtiments étant implantés à plus de 20 mètres des limites d'exploitation, l'implantation est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.

Pour un incendie de palette type 1510, la durée de l'incendie est inférieure à la résistance au feu de 3 heures des murs séparatifs entre cellule ; l'incendie ne se propage pas aux cellules de stockage voisines. Les effets thermiques correspondant au seuil des effets irréversibles ( $3\text{kW}/\text{m}^2$ ), létaux ( $5\text{kW}/\text{m}^2$ ) et dominos ( $8\text{kW}/\text{m}^2$ ) n'ont pas d'effet au-delà des limites d'exploitation. Les effets thermiques sont maintenus à l'intérieur du site.

La dispersion des fumées d'incendie a été modélisée dans l'étude de dangers. Ces fumées sont susceptibles de générer des effets toxiques. Seuls des effets irréversibles sortent des limites de propriété du site.

Le désenfumage des cellules sera assuré par des cantons de désenfumage de  $1600\text{m}^2$  maximum et de longueur n'excédant pas 60 mètres. La surface de désenfumage sera de 2 % avec des commandes manuelles et automatiques. Il est prévu l'implantation de 6 poteaux d'incendie ainsi qu'une réserve incendie de  $1200\text{m}^3$ . Il est également prévu 2 aires de mise en station de moyens aériens desservant au moins deux façades.

Les cellules seront protégées par des extincteurs, un réseau de RIA et un dispositif d'extinction incendie alimenté en eau par une cuve de 500 m<sup>3</sup> alimentée par une motopompe.

Le débit d'eau nécessaire à l'extinction, en application de la D9 est de 420 m<sup>3</sup>/h soit 840 m<sup>3</sup> pour un incendie d'une durée de 2 heures dans la cellule la plus grande (5997 m<sup>2</sup>)

#### **Avis de l'inspection des installations classées :**

Les enjeux sur cette thématique sont faibles car l'étude de dangers montre l'absence d'impact d'un incendie sur des cibles potentielles situées à l'extérieur du site.

## **5. ENQUETE PUBLIQUE ET CONSULTATION DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

La demande, objet du présent rapport, a fait l'objet d'un avis de l'inspection des installations classées en date du 25/09/2018 proposant sa mise à l'enquête publique ainsi que la consultation des collectivités territoriales. Par arrêté en date du 12/10/2018, M. le Préfet du Nord a ordonné la mise à l'enquête publique et la soumission à l'avis des conseils municipaux concernés par la demande du pétitionnaire.

### **5.1. Déroulement de l'enquête publique**

#### **Durée et désignation du commissaire enquêteur :**

L'enquête publique s'est déroulée du 06/11/2018 au 06/12/2018 inclus

M. Michel SUAREZ a été désigné commissaire-enquêteur par décision de M. le Président du Tribunal Administratif de Lille, en date du 08/10/2018.

**Communes concernées :** Roubaix, Tourcoing, Wattrelos et Mouscron

#### **Résultats :**

9 observations ont été portées au registre d'enquête. Elles peuvent être résumées comme suit :

- Les riverains souhaitent connaître le plan de circulation des camions, de manière à en évaluer les impacts les concernant.
- Les riverains demandent :
  - que des garanties soient apportées quant au respect du plan de circulation (ce qui ne serait pas le cas actuellement),
  - que le mur anti bruit soit efficace par rapport au bruit généré par les camions, qu'il soit végétalisé devant les habitations, et que l'entretien des arbres soit effectif, au moins à proximité des habitations, afin d'éviter les risques de chute,
  - que les avertisseurs sonores de recul des divers véhicules du site soient atténués voir neutralisés,
  - des garanties qu'aucun produit dangereux et/ou polluant ne sera pas stocké dans les entrepôts,
  - à connaître la nature réelle des risques en cas d'incendie.
  - Que soit effectuée une évaluation environnementale plus large, intégrant toutes les entreprises situées à proximité de la zone concernée, en particulier l'entreprise TS Location, dont ils ont déjà évoqués les nuisances qu'elle leur occasionne.
- La zone concernée par les effets toxiques irréversibles potentiels contient un certain nombre d'habitations, à l'extérieur de la propriété SIG Wattrelos. Pendant l'exploitation, des mesures techniques et organisationnelles sont prévues afin d'éviter ces événements et d'en limiter les conséquences. De ce fait, le commissaire enquêteur souhaite que le pétitionnaire précise :
  - la nature exacte des risques encourus,
  - les mesures que le pétitionnaire envisage de prendre pour informer les riverains des risques encourus et des mesures de prévention et de protection à prendre en cas d'incident.

## Mémoire en réponse du pétitionnaire :

Le pétitionnaire a apporté le 12/12/2018 des éléments de réponse sur les problèmes évoqués.

### **5.2. Avis du commissaire enquêteur**

Celui-ci a émis un avis favorable, assorti des recommandations suivantes à la demande présentée par SIG Watrelos :

- Prévoir une évaluation régulière des « effets » dont peuvent pâtir les riverains, sous une forme à déterminer, en les y associant ;
- les risques en cas d'incendie de certaines cellules sont importants pour les employés et les riverains, qualifiés de létaux. Il conviendra de les traiter par un plan d'information sur la nature des risques encourus et sur la conduite de protection à mettre en place, le cas échéant.

### **5.3. Avis des conseils municipaux et des collectivités territoriales**

Les positions des conseils municipaux sont les suivantes :

- ne se sont pas prononcés : les conseils municipaux de Roubaix, Tourcoing et Watrelos ainsi que le conseil échevinal de Mouscron.

La MEL a émis le 19/10/2018 un avis sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif des installations. Celle-ci demande que, lors de la mise à l'arrêt définitive, l'exploitant procède aux mesures suivantes :

- l'évacuation du matériel, des produits dangereux et des déchets ;
- l'interdiction et la limitation des accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie ou d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur l'environnement ;
- le respect de l'ensemble des textes législatifs et réglementaires ;
- la remise en état du site conformément à l'usage déterminé par le Plan Local d'Urbanisme en vigueur au moment de la mise à l'arrêt.

## **6. AVIS DES SERVICES :**

### **6.1. ARS**

L'ARS n'a pas émis d'avis dans le délai des 45 jours.

### **6.2. DDTM**

La DDTM 59 a transmis par courriel du 27/04/2018 complété par courriel du 11/05/2018 une demande de compléments sur le volet espèces protégées. Cette demande est la suivante :

- « *l'autorisation environnementale doit pouvoir réglementer la mesure de compensation (gestion d'un espace) et d'accompagnement (transplantation) en faveur de l'Ophrys abeille. Elle doit également la localiser en visant les références cadastrales ou un plan figurant à la demande d'autorisation environnementale. A cet effet, la localisation de la mesure est possible en dehors du périmètre ICPE, sous réserve que l'exploitant établisse une convention avec le propriétaire de l'espace considéré. L'exploitant fournira dans sa demande la convention ou, à minima, l'accord du propriétaire* ».

La DDTM 59 a ensuite informé par courriel du 13/06/2018 qu'il n'y aura pas d'éléments complémentaires de la DDTM sur le dossier en dehors de ce qui a été transmis sur le volet dérogation espèces protégées.

### **6.3. SDIS**

Par courrier du 14/05/2018, le SDIS a émis un avis favorable sous réserve de respecter les dispositions techniques suivantes :

- « - Déterminer en accord avec le SDIS le dispositif d'accès au site en dehors des périodes d'exploitation sachant que le SDIS n'accepte pas de remise de clef ou de code ;
- transmettre au SDIS 3 plans de défense incendie, dont un sous format informatique ;
- les poteaux d'incendie devront être du type DN 150 et fournir un débit de 120 m<sup>3</sup>/h individuellement sur un réseau incendie de DN 150 minimum. Le réseau incendie devra avoir la capacité de fournir un débit de 420 m<sup>3</sup>/h au moyen de 4 poteaux incendie ;
- l'implantation et la réalisation des PEI devront respecter les dispositions techniques reprises dans le Règlement Départemental de Défense Extérieure contre l'Incendie. À ce titre, ils seront numérotés en accord avec le SDIS ;
- la pompe permettant d'obtenir le débit sera secourue en cas de défaillance de l'alimentation électrique ;
- le réseau incendie sera entretenu et fera l'objet d'un contrôle technique au moins tous les trois ans. Ce contrôle technique concernera aussi bien la pomperie que les poteaux d'incendie. Ce rapport de contrôle technique sera mis à la disposition du SDIS ;
- permettre au SDIS d'assurer la reconnaissance opérationnelle initiale et périodique (annuelle) des poteaux d'incendie ;
- informer sans délai le Centre de Traitement de l'Alerte territorialement compétent des changements d'état de disponibilité des poteaux d'incendie ».

Le SDIS a également émis les observations suivantes :

- « - le dispositif d'ouverture des accès en dehors des périodes d'exploitation n'est pas précisé ;
- le SDIS prend note de la capacité de la réserve pour la DECI de 1200 m<sup>3</sup> pour un besoin calculé de 840 m<sup>3</sup> ;
- les caractéristiques techniques des poteaux d'incendie ne sont pas précisées, ni l'existence d'une pomperie permettant d'assurer l'acheminement de l'eau entre la réserve et les poteaux d'incendie ;
- les vérifications techniques des poteaux d'incendie, de la pomperie permettant leur fonctionnement ne sont pas précisées. »

### **6.4. CNPN**

Le CNPN a formulé un avis favorable par courrier du 03/09/2018 sous les conditions suivantes :

- « - doivent être pris en considération, les bordures boisées et prairiales figurant sur la carte de la page 53 auxquelles il faut ajouter la limite nord-ouest dans l'élargissement des mesures compensatoires et les prairies, pelouses et bois situés à l'est du site à aménager ;
- les secteurs nouvellement définis s'ajoutent aux zones d'évitement et de compensation pour constituer le socle des espaces à gérer selon un plan de gestion sur une période de 30 ans ;
- les suivis doivent être programmés à des fréquences définies par le plan de gestion sous le contrôle de la DREAL et le CBN de Bailleul. »

## **7. PRISE EN COMPTE DE L'AVIS DE L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE**

Les enjeux environnementaux sont faibles et bien pris en compte par le pétitionnaire.

Le dossier est clair et bien détaillé. Les résumés non techniques sont explicites et compréhensibles du grand public.

L'inspection de l'environnement a donc proposé à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) d'émettre un avis favorable tacite de la part de l'autorité environnementale.

La MRAE a validé la proposition d'avis tacite lors de la commission du 7 août 2018.

La saisine a été réalisée le 16 juillet 2018 et l'avis tacite favorable résultant de l'absence d'avis dans les deux mois suivant la date de saisine de la MRAE a été confirmé par courrier le 21/09/2018.

## **8. PROPOSITION DE L'INSPECTION :**

La société SIG Watrelos a déposé le 05/04/2018 et complété le 05/07/2018 puis une seconde fois le 12/07/2018 une demande d'autorisation environnementale portant sur la création d'une plateforme logistique située sur le territoire de la commune de Watrelos.

Les procédures intégrées à la demande sont :

- dérogation aux mesures de protection de la faune et de la flore sauvage ;

Le dossier a été jugé complet et régulier puis soumis à enquête publique et à consultation des collectivités territoriales.

L'enquête publique comporte plusieurs observations auxquelles l'exploitant a répondu.

Les services consultés ont répondu favorablement au projet.

L'analyse de l'ensemble des éléments du dossier et de ses compléments conduit l'inspection des installations classées à proposer une suite favorable à la demande sollicitée.

Compte tenu des textes en vigueur et de la sensibilité du milieu, les propositions de l'inspection des installations classées en réponse aux principales questions identifiées consistent notamment aux mesures suivantes :

- Les mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts, notamment en ce qui concerne la dérogation à la protection de l'espèce végétale *Ophrys abeille*. Ces mesures sont reprises dans l'article 9 du projet d'Arrêté Préfectoral ;
- les dispositions techniques prescrites par le SDIS et reprises dans le paragraphe 6.3 du présent rapport.

Un projet d'arrêté d'autorisation préfectoral est joint en annexe. Il reprend l'ensemble des prescriptions dont l'application est proposée pour l'exploitation de la plateforme logistique sur la commune de Watrelos.

## **9. SUITES ADMINISTRATIVES**

En application de l'article R 181-41 du Code de l'Environnement, et compte tenu que ni le commissaire enquêteur, ni les services et organismes consultés n'ont émis un avis défavorable, nous proposons au CODERST d'émettre un avis favorable à la demande d'autorisation présentée par SIG Watrelos sous réserve du strict respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral joint en annexe 2.

Nous proposons à Monsieur le Préfet de transmettre le présent rapport aux membres habituels du CODERST.

*Rédacteur*

Le Technicien supérieur en chef du Développement Durable

Guillaume LEROY

*Approbateur*

Transmis à M. le Préfet de la Région Hauts-de-France, Préfet du Nord – DiPP- BICPE,  
Pour le Directeur et par délégation,

Lille, le

- 5 FEV, 2019

Lionel MIS





## Annexe 1: Liste des installations classées de l'établissement

LIBELLÉ EN CLAIR DE L'INSTALLATION	CARACTÉRISTIQUES DE L'INSTALLATION	RUBRIQUE DE CLASSEMENT	RÉGIME (1)	RAYON D'AFFICHAGE	OBSERVATIONS
Stockage de matières ou produits combustibles en entrepôt couvert en quantité supérieure à 500 tonnes. (A) si le volume des entrepôts est supérieur ou égal à 300 000 m <sup>3</sup>	Le tonnage de matière ou produits susceptible d'être stocké sera de <b>50 428 tonnes</b> . Le volume de l'entrepôt sera de <b>483 226 m<sup>3</sup></b>	1510	A	1 km	
Dépôts de papier, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés, à l'exception des établissements recevant du public. (A) si le volume susceptible d'être stocké est supérieur ou égal à 50 000 m <sup>3</sup>	Le volume susceptible d'être stocké est de <b>70 600 m<sup>3</sup></b>	1530	A	1 km	
Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés. (A) si le volume susceptible d'être stocké est supérieur ou égal à 50 000 m <sup>3</sup>	Le volume susceptible d'être stocké est de <b>70 600 m<sup>3</sup></b>	1532	A	1 km	
Stockage de Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, elastomères, résines et adhésifs synthétiques). (A) Si le volume susceptible d'être stocké est supérieur ou égal à 40 000 m <sup>3</sup>	Le volume susceptible d'être stocké est de <b>70 600 m<sup>3</sup></b>	2662	A	2km	
Stockages de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composé de polymères ( matières plastiques, caoutchoucs, elastomères, résines et adhésifs synthétiques) 1. A l'état alvéolaire ou expansé tel que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc (A) Si le volume susceptible d'être stocké est supérieur ou égal à 45000 m <sup>3</sup>	Le volume susceptible d'être stocké est de <b>70 600 m<sup>3</sup></b>	2663-1a	A	2 km	
Stockage de pneumatiques et produits dont au moins 50 % de la masse totale unitaire est composée de polymères ( matières plastiques, caoutchoucs, elastomères, résines et adhésifs synthétiques) 2 Dans les autres cas et pour les pneumatiques (E) Si le volume susceptible d'être stocké est compris entre 10.000 et 80.000 m <sup>3</sup>	Le volume susceptible d'être stocké est de <b>70 600 m<sup>3</sup></b>	2663-2b	E	/	
Ateliers de charge d'accumulateurs. (D) Si la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération est à 50kW	Le site dispose d'un local de charges de <b>150 W</b>	2925	D	/	
Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour les quelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au	Le site dispose d'une chaufferie équipée d'une chaudière fonctionnant au gaz naturel dont la puissance thermique nominale est de	2910-A	DC		

<p>traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.</p> <p>A) Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse tel que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de la scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L.541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance nominale thermique est :</p> <p>1. (E) si supérieure ou égale à 20 MW mais inférieure à 50 MW. 2 (DC) si supérieure à 1 MW mais inférieure à 20 MW</p>	<p><b>1,2 MW</b></p>				
<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas, kérosènes, gazoles, fioul lourd, carburants de substitution pour véhicules utilisés au même fin et au même usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. (NC) si inférieur à 50 tonnes.</p>	<p>La quantité maximale de gasoil présente sur le site sera de <b>1,3 tonnes</b></p>	<p>4734</p>	<p>NC</p>		

## Annexe 2: Projet d'arrêté préfectoral





LE PREFET DE xxx

Vu le code de l'environnement et notamment ses livres I, II, IV et V ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, et notamment son article L411-2 ;

Vu la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord, M .Michel LALANDE ;

Vu le décret n°2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région des Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 novembre 2017 portant délégation de signature à M.Thierry MAILLES, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture ;

Vu l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale, notamment l'article 15 et en particulier les alinéas 1° et 2° ;

Vu le décret n°2017-81 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale ;

Vu l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> avril 1991 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Nord – Pas-de-Calais complétant la liste nationale ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 février 2007 modifié relatif aux conditions de demande et d'instruction des autorisations exceptionnelles d'activité portant sur des spécimens d'espèces protégées ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 modifié fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu la circulaire DNP/CFF n°2008-01 du 21 janvier 2008 relative aux décisions individuelles relevant du ministère chargé de la protection de la nature dans le domaine de la faune et de la flore sauvages, en particulier son annexe 3 précisant les modalités de dérogation pour la destruction d'animaux sur les aérodromes.

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Artois-Picardie 2016-2021 approuvé par arrêté préfectoral du 23 novembre 2015

Vu la demande présentée le 5 avril 2018 et complétée le 5 juillet 2018 et le 12 juillet 2018 par SIG Wattlelos dont le siège social est situé 35 allée Lavoisier – Technoparc des Prés- 59650 Villeneuve d'Ascq en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter un entrepôt logistique sur le territoire de la commune de Wattlelos à l'adresse rue de la Martinoire

Vu les études d'impacts et de dangers et les pièces du dossier produit à l'appui de cette demande ;

Vu l'avis de la Métropole Européenne de Lille en date du 19 octobre 2018 sur la proposition d'usage futur du site ;

Vu l'avis favorable du Chef du service départemental d'incendie et de secours du Nord en date du 14 mai 2018 ;

Vu l'avis favorable du directeur départemental des territoires et de la mer en date du 10 juillet 2018

Vu l'avis de Monsieur l'expert délégué de la commission espèces et communautés biologiques du Conseil National de la Protection de la Nature (CNP) en date du 3 septembre 2018 ;V

Vu l'avis émis par la Mission Régionale d'Autorité Environnementale en date du 20 septembre 2018 ;

Vu le rapport en date du 21 septembre 2018 de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement portant avis sur l'aspect complet et régulier du dossier de demande d'autorisation d'exploiter susvisé ;

Vu la désignation de Monsieur Michel SUAREZ en qualité de commissaire enquêteur par décision du tribunal administratif de LILLE en date du 8 octobre 2018 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 12 octobre 2018 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 1 mois du 6 novembre 2018 au 6 décembre 2018 inclus sur le territoire des communes de Wattlelos et des communes limitrophes dans un rayon de 2 km, à savoir les communes de Tourcoing, Roubaix et Mouscron ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage, réalisé dans ces communes, de l'avis au public

Vu les publications en date du 19 octobre et du 8 novembre 2018 de cet avis dans deux journaux locaux

Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture

Vu l'avis émis par le conseil municipal de la commune de Wattlelos

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R181-19 à R 181-32 du code de l'environnement

Vu le rapport et les propositions en date du... de l'inspection des installations classées

Vu l'avis en date du... du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu

Vu le projet d'arrêté porté le... à la connaissance du demandeur

Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet par ..... en date du .....

Considérant que Monsieur le Directeur de la SIG Watrelos démontre la raison impérative d'intérêt public majeur du projet ;

Considérant que Monsieur le Directeur de la SIG Watrelos démontre l'absence de solution alternative réduisant davantage les impacts après mise en œuvre des mesures d'évitement lors de la conception du projet ;

Considérant que Monsieur le Directeur de la SIG Watrelos démontre que la dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces protégées concernées dans leur aire de répartition du fait des mesures prévues de réduction et de compensation d'impacts ;

CONSIDÉRANT que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDERANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

Le pétitionnaire entendu,

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture,

**ARRÊTE**



## TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

### CHAPITRE 1.1 - BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

#### ARTICLE 1.1.1 -EXPLOITANT TITULIRE DE L'AUTORISATION

La société SIG Watrelos dont le siège social est situé au 35 allée Lavoisier, Technoparc des Près – 59650 Villeneuve d'Ascq, autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Watrelos, les installations détaillées dans les articles suivants.

#### ARTICLE 1.1.2 - INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION OU SOUMISES A ENREGISTREMENT

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

### CHAPITRE 1.2 - NATURE DES INSTALLATIONS

#### ARTICLE 1.2.1 - LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

LIBELLÉ EN CLAIR DE L'INSTALLATION	CARACTÉRISTIQUES DE L'INSTALLATION	RUBRIQUE DE CLASSEMENT	AS, A, D, C, NC (1)
<p><b>Entrepôts couverts</b> (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public. Le volume des entrepôts étant :</p> <p>1. supérieur ou égal à 300 000 m<sup>3</sup> : A 2. supérieur ou égal à 50 000 m<sup>3</sup>, mais inférieur à 300 000 m<sup>3</sup> : E 3. supérieur ou égal à 5 000 m<sup>3</sup>, mais inférieur à 50 000 m<sup>3</sup> : D</p>	<p>Entrepôt de 6 cellules de surface unitaire de <b>6000 m<sup>2</sup></b></p> <p>Volume de l'entrepôt : <b>483 226 m<sup>3</sup></b></p> <p>Quantité de matières combustibles : <b>50 428 t</b></p>	1510-1	A
<p><b>Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues</b> y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>1. Supérieur à 50 000 m<sup>3</sup> : A; 2. Supérieur à 20 000 m<sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 50 000 m<sup>3</sup> : E; 3. Supérieur à 1 000 m<sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m<sup>3</sup> : D.</p>	<p>Volume global stocké dans les 6 cellules : <b>70 600 m<sup>3</sup></b></p>	1530.1	A

LIBELLÉ EN CLAIR DE L'INSTALLATION	CARACTÉRISTIQUES DE L'INSTALLATION	RUBRIQUE DE CLASSEMENT	AS, A, D, C, NC (1)
<p><b>Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés</b> et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Supérieur à 50 000 m<sup>3</sup> : A</li> <li>2. Supérieur à 20 000 m<sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 50 000 m<sup>3</sup> : E</li> <li>3. Supérieur à 1 000 m<sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m<sup>3</sup> : D</li> </ol>	<p>Volume global stocké dans les 6 cellules : <b>70 600 m<sup>3</sup></b></p>	<p>1532.1</p>	<p>A</p>
<p><b>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de).</b> Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Supérieur ou égal à 40 000 m<sup>3</sup> : A</li> <li>2. Supérieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 40 000 m<sup>3</sup> : E</li> <li>3. Supérieur ou égal à 100 m<sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m<sup>3</sup> : D</li> </ol>	<p>Volume global stocké dans les 6 cellules : <b>70 600 m<sup>3</sup></b></p>	<p>2662-1</p>	<p>A</p>
<p><b>Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) :</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. A l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc., le volume susceptible d'être stocké étant : <ol style="list-style-type: none"> <li>a) Supérieur ou égal à 45 000 m<sup>3</sup> : A;</li> <li>b) Supérieur ou égal à 2 000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 45 000 m<sup>3</sup> : E ;</li> <li>c) Supérieur ou égal à 200 m<sup>3</sup> mais inférieur à 2 000 m<sup>3</sup> : D.</li> </ol> </li> <li>2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : <ol style="list-style-type: none"> <li>a) Supérieur ou égal à 80 000 m<sup>3</sup> : A;</li> <li>b) Supérieur ou égal à 10 000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 80 000 m<sup>3</sup> : E;</li> <li>c) Supérieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 10 000 m<sup>3</sup> : D.</li> </ol> </li> </ol>	<p>Volume global stocké dans les 6 cellules : <b>70 600 m<sup>3</sup></b></p>	<p>2663-1-a</p>	<p>A</p>
<p><b>Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) :</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. A l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc., le volume susceptible d'être stocké étant : <ol style="list-style-type: none"> <li>a) Supérieur ou égal à 45 000 m<sup>3</sup> : A;</li> <li>b) Supérieur ou égal à 2 000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 45 000 m<sup>3</sup> : E;</li> <li>c) Supérieur ou égal à 200 m<sup>3</sup> mais inférieur à 2 000 m<sup>3</sup> : D.</li> </ol> </li> </ol>	<p>Volume global stocké dans les 6 cellules : <b>70 600 m<sup>3</sup></b></p>	<p>2663-2b</p>	<p>E</p>

LIBELLE EN CLAIR DE L'INSTALLATION	CARACTÉRISTIQUES DE L'INSTALLATION	RUBRIQUE DE CLASSEMENT	AS, A, D, C, NC (1)
<p>2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>a) Supérieur ou égal à 80 000 m<sup>3</sup> : A;</p> <p>b) Supérieur ou égal à 10 000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 80 000 m<sup>3</sup> : E;</p> <p>c) Supérieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 10 000 m<sup>3</sup> : D.</p>			
<p>Ateliers de charge d'accumulateurs. (D) Si la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération est égale à 50 kW</p>	<p>Le site dispose d'un local de charge de <b>150 kW</b></p>	<p>2925</p>	<p>D</p>
<p><b>Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771.</b></p> <p>A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b (v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 20 MW et inférieure à 50 MW : A</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW : D</p>	<p>Chaudière gaz : puissance totale 1,2 MW</p>	<p>2910.A.2</p>	<p>DC</p>
<p><b>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution</b> : essences et naphtas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant :</p> <p>1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 2 500 t : A</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 000 t mais inférieure à 2 500 t : E</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total : D</p> <p>2. Pour les autres stockages :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 1 000 t : A</p>	<p>La quantité maximale de gasoil présente sur le site sera de <b>1,3 tonnes</b></p>	<p>4734</p>	<p>NC</p>

LIBELLÉ EN CLAIR DE L'INSTALLATION	CARACTÉRISTIQUES DE L'INSTALLATION	RUBRIQUE DE CLASSEMENT	AS, A, D, C, NC (1)
b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total :E c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total : D			

A (Autorisation) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou DC (déclaration avec contrôle périodique) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Aucun produit dangereux (tels que définis par l'arrêté ministériel du 20 avril 1994 relatif à la classification et à l'étiquetage des substances ou à tout autre texte venant s'y substituer) toxique ou nocif n'est stocké dans l'entrepôt.

La présence de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Il est notamment interdit de stocker, en dehors des volumes mentionnés ci-dessus dans les différentes rubriques :

- des produits dangereux nécessitant un stockage en local coupe-feu 2 heures,
- des liquides inflammables et boissons alcoolisées de titre supérieur à 40 % en volume,
- des bouteilles de gaz, des aérosols,
- des produits toxiques pouvant présenter un danger pour l'environnement (engrais, produits phytosanitaires).

Aucun produit ou/et substance incompatibles entre eux ne sont stockés dans la même cellule.

#### ARTICLE 1.2.2 - SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelle	Voie
Wattrelos	AD 67	Rue de la Martinoire

Les installations citées à l'article ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.

#### ARTICLE 1.2.3 - CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées ainsi que leurs installations connexes, est organisé de la façon suivante :

- un entrepôt logistique d'environ 35 272 m<sup>2</sup> d'emprise au sol et composé de :
  - 6 cellules de stockage
  - un bâtiment de bureaux et locaux sociaux
  - locaux techniques (local de charge, local chaufferie, local sprinkler, local transformateur,...)
  - 36 portes de quai de chargement et déchargement pour poids lourds au nord du site
  - une réserve de 500 m<sup>3</sup> et un local technique dédiés au sprinklage au sud du site
  - une réserve incendie de et son local technique au nord ouest du site
- une aire d'attente des poids lourds d'une capacité de 10 places au nord est du site ;
- une zone de stationnement pour véhicules légers d'une capacité de 120 places au nord du site ;
- une voie engins faisant le tour de l'entrepôt ;
- des voies piétonnes et des espaces verts ;

- un poste de garde au nord est du site ;
- Un accès pour véhicules légers et pour les poids lourds au nord est du site ;
- Un accès secondaire pour les services incendie au sud ouest du site ;
- des équipements de gestion des eaux pluviales et incendie.

La superficie d'implantation totale du projet est d'environ 90 000 m<sup>2</sup> (emprise foncière), dont environ :

- 36 583 m<sup>2</sup> d'emprise au sol pour l'ensemble des bâtiments ;
- 29 416 m<sup>2</sup> d'espaces verts ( y compris les bassins ) ;
- 18 076 m<sup>2</sup> de voiries (voirie lourde, voirie légère, aire de béquillage et voirie pompier) ;
- 1 183 m<sup>2</sup> de chemins piétonniers ;
- ainsi que 3 bassins de rétention représentant environ 4560 m<sup>3</sup>.

La vocation du bâtiment étant la logistique, les produits stockés pourront être très divers, soumis aux variations saisonnières et à l'évolution dans le temps des marchandises.

Différents produits en mélange et notamment des produits combustibles tels que du bois, du papier, des cartons et des plastiques pourront être entreposés.

Les produits réceptionnés sur palettes seront stockés en racks.

#### **ARTICLE 1.2.4 DÉFINITIONS**

On entend par :

**Aire de mise en station des moyens aériens :** aire sur laquelle les engins des services d'incendie et de secours peuvent stationner pour déployer leurs moyens aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés).

**Aire de stationnement des engins d'incendie :** aire sur laquelle les engins des services d'incendie et de secours peuvent stationner pour se raccorder à un point d'eau incendie.

**Bandes de protection :** bandes disposées sur les revêtements d'étanchéité des toitures le long des murs séparatifs entre cellules, destinées à prévenir la propagation d'un sinistre d'une cellule à l'autre par la toiture.

**Cellule :** partie d'un entrepôt compartimenté séparée des cellules voisines par un dispositif au moins REI 120, et destinée au stockage.

**Entrepôt couvert :** installation pourvue a minima d'une toiture, composée d'un ou plusieurs bâtiments, visée par la rubrique n° 1510.

**Entrepôt ouvert :** entrepôt couvert qui n'est pas fermé sur au moins 70 % de son périmètre.

**Entrepôt fermé :** entrepôt qui n'est pas un entrepôt ouvert.

**Espace protégé :** espace séparé d'une cellule en feu par un dispositif au moins REI 60 et dans lequel le personnel est à l'abri des effets du sinistre. Il peut être constitué par un escalier encoionné ou par une circulation encoionnée. Par définition, les cellules adjacentes peuvent également constituer des espaces protégés.

**Guichet de retrait et dépôt de marchandises :** zones, ou locaux (autres que les quais de chargement et de déchargement) destinés à accueillir des personnes extérieures à l'entreprise ou à l'établissement pour y retirer ou y déposer des marchandises ».

**Hauteur :** la hauteur d'un bâtiment d'entrepôt est la hauteur au faîtage, c'est-à-dire la hauteur au point le plus haut de la toiture du bâtiment (hors murs séparatifs dépassant en toiture).

**Matières dangereuses :** substances ou mélanges visés par les rubriques 4XXX, 1450, 1436.

**Matières stockées en masse :** matières conditionnées (sacs, palettes...) y compris les emballages, empilées les unes sur les autres.

Matières stockées en vrac : matières non conditionnées posées au sol, en tas, y compris les emballages.

Mezzanine : surface en hauteur qui occupe au maximum 50 % (ou 85 % pour le cas du textile) de la surface du niveau inférieur de la cellule et qui ne comporte pas de local fermé.

Niveau : surface d'un même plancher disponible pour un stockage ou une autre activité.

Pompage redondant : deux pompes au moins munies d'alimentations en énergie distinctes.

Stockage couvert : stockage abrité par une construction dotée d'une toiture.

Stockage couvert ouvert : stockage couvert abrité par une construction dotée d'une toiture qui n'est pas fermée sur au moins 70 % de son périmètre assurant une ventilation correcte évitant l'accumulation de fumée sous la toiture en cas d'incendie.

Stockage couvert fermé : stockage couvert qui n'est pas un stockage couvert ouvert.

Structure : éléments qui concourent à la stabilité du bâtiment, tels que les poteaux, les poutres, les planchers et les murs porteurs.

Support de couverture : éléments fixés sur la structure destinée à supporter la couverture du bâtiment.

Voie engins : voie utilisable par les engins des services d'incendie et de secours.

Zones de préparation des commandes : emplacements destinés à entreposer, de manière temporaire, des produits devant être expédiés ; elles peuvent se situer dans les cellules de stockage.

Zones de réception : emplacements destinés à entreposer, de manière temporaire, des produits devant être stockés dans l'entrepôt abritant cette cellule ; elles peuvent se situer dans les cellules de stockage.

### **CHAPITRE 1.3 - CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION**

Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

### **CHAPITRE 1.4 - DURÉE DE L'AUTORISATION**

Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97.

## **CHAPITRE 1.5 - MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉS**

### **ARTICLE 1.5.1 - PORTER À CONNAISSANCE**

Toute modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, avec tous les éléments d'appréciation.

Est regardée comme substantielle la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R.122-2;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

### **ARTICLE 1.5.2 - MISE À JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS**

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R 181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

### **ARTICLE 1.5.3 - ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

### **ARTICLE 1.5.4 - TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT**

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2. du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

### **ARTICLE 1.5.5 - CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

### **ARTICLE 1.5.6. - CESSATION D'ACTIVITÉ**

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage devra être compatible avec le PLU en vigueur, et être conforme aux usages définis au sein de la Zone d'Activité de la Martinoire.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) au premier alinéa du présent article.

## **CHAPITRE 1.6 - RÉGLEMENTATION**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.



---

## TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

---

### CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

#### ARTICLE 2.1.1 OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

#### ARTICLE 2.1.2 CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation et des procédés mis en œuvre.

#### ARTICLE 2.1.3 RÈGLES D'IMPLANTATION

Les parois extérieures de l'entrepôt sont suffisamment éloignées :

- des constructions à usage d'habitation, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des zones destinées à l'habitation, à l'exclusion des installations connexes à l'entrepôt, et des voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets létaux en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 5 kW/m<sup>2</sup>) ;

- des immeubles de grande hauteur, des établissements recevant du public (ERP) autres que les guichets de dépôt et de retrait des marchandises isolés conformément au point 4 de l'annexe II de l'arrêté du 11/04/2017 sans préjudice du respect de la réglementation en matière d'ERP, des voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, des voies d'eau ou bassins exceptés les bassins de rétention ou d'infiltration d'eaux pluviales et de réserve d'eau incendie, et des voies routières à grande circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets irréversibles en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 3 kW/m<sup>2</sup>),

Les distances sont au minimum soit celles calculées pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG (référéncée dans le document de l'INERIS « Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt », partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire.

Les parois externes des cellules de l'entrepôt sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs de matières (ex : stockage de palettes) et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt.

A l'exception du logement éventuel pour le gardien de l'entrepôt, l'affectation même partielle à l'habitation est exclue dans les bâtiments visés par le présent arrêté.

## **CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES**

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

## **CHAPITRE 2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE**

### **ARTICLE 2.3.1 PROPRETÉ**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté et exempts de sources potentielles d'incendie. Des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.

Pour l'entretien des surfaces extérieures de son site (parkings, espaces verts, voies de circulation...), l'exploitant met en œuvre des bonnes pratiques, notamment en ce qui concerne le désherbage. L'utilisation des insecticides et des pesticides est prohibée pour l'entretien des espaces verts et des aires étanchées.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues... sont mis en place en tant que de besoin.

### **ARTICLE 2.3.2 ESTHÉTIQUE**

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envois...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).

## **CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU**

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

## **CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS**

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

## **CHAPITRE 2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants :

- une copie de la demande d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;

- ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;
- l'arrêté d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.

---

## **TITRE 3 – PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE**

---

### **CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS**

#### **ARTICLE 3.1.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution doivent être privilégiés pour l'épuration des effluents.

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs...

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

#### **ARTICLE 3.1.2 POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conformes ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.

#### **ARTICLE 3.1.3 ODEURS**

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

### **ARTICLE 3.1.4 VOIES DE CIRCULATION**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

## **CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET**

### **ARTICLE 3.2.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

### **ARTICLE 3.2.2 CONDUITS ET INSTALLATIONS**

Les seuls conduits d'évacuation d'effluents atmosphériques présents sur le site logistique, hors extraction d'air, sont ceux des gaz de combustion :

- la chaudière alimentée au gaz naturel pour le chauffage des cellules ;
- des moteurs diesel des installations de sprinklage et du réseau incendie.

Toutes les dispositions sont prises pour que les gaz de combustion soient collectés et évacués par un nombre aussi réduit que possible de cheminées qui débouchent à une hauteur permettant une bonne dispersion des polluants.

La hauteur du conduit d'évacuation des gaz de combustion de la chaudière doit dépasser d'au moins 5 m la hauteur de l'acrotère du bâtiment auquel la chaufferie est accolée, ceci afin de permettre de diffuser au mieux les rejets à l'atmosphère. Le conduit des gaz de combustion est dimensionné pour permettre une vitesse de rejet minimale de 5m/s.

### **ARTICLE 3.2.3 VALEURS LIMITES DE REJET**

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs)

- à une teneur en O<sub>2</sub> ramenée à 3 %

<b>PARAMETRES</b>	<b>VALEUR LIMITE (mg/Nm3)</b>
Oxyde de soufre	35
CO	100
Oxyde d'azote (équ NO <sub>2</sub> )	100
Poussières	5

---

## **TITRE 4 – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

---

### **CHAPITRE 4.1 COMPATIBILITÉ AVEC LES OBJECTIFS DE QUALITÉ DU MILIEU**

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Artois Picardie et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe. La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

### **CHAPITRE 4.2 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU**

#### **ARTICLE 4.2.1 ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau.

L'eau utilisée dans l'établissement provient exclusivement du réseau d'eau public.

L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.

La consommation annuelle est estimée à 1860 m<sup>3</sup>.

---

#### **ARTICLE 4.2.2 CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS DE PRÉLÈVEMENT**

##### **D'EAUX**

Aucun ouvrage de prélèvement dans un cours d'eau n'est autorisé.

#### **ARTICLE 4.2.3 PROTECTION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRÉLÈVEMENT**

Des disconnecteurs ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique. Sur chaque branchement au réseau publique d'eau incendie, un clapet anti-retour est installé.

### **CHAPITRE 4.3 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES**

#### **ARTICLE 4.3.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu aux chapitres 4.3 et 4.4 ou non conforme à leurs dispositions est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

#### **ARTICLE 4.3.2 PLAN DES RÉSEAUX**

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Un schéma de tous les réseaux (eaux potables, eaux usées, eaux pluviales) et un plan de rattachement desdits réseaux sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,

- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disjoncteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

#### **ARTICLE 4.3.3 ENTRETIEN ET SURVEILLANCE**

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité : un contrôle de l'étanchéité des réseaux d'assainissement est effectué au minimum tous les 5 ans.

Ce contrôle est réalisé par inspection télévisée. Tout défaut d'étanchéité est soigneusement réparé. L'ensemble des contrôles et des réparations font l'objet d'un rapport. Ce rapport est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. En cas de défaut d'étanchéité, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 4.3.4 PROTECTION DES RÉSEAUX INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT**

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

#### **ARTICLE 4.3.5 PROTECTION CONTRE DES RISQUES SPÉCIFIQUES**

Par les réseaux d'assainissement de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel.

#### **ARTICLE 4.3.6 ISOLEMENT AVEC LES MILIEUX**

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement d'eaux pluviales de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

### **CHAPITRE 4.4 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU**

#### **ARTICLE 4.4.1 IDENTIFICATION DES EFFLUENTS**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents visées à l'article 4.4.5.

#### **ARTICLE 4.4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS**

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simple dilution autre que celle résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

#### **ARTICLE 4.4.3 ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT**

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées ou susceptibles d'être polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.



La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé. Ce registre, éventuellement informatisé, est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant établit une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, fixant les modalités de fonctionnement, d'entretien et de surveillance lié à l'étanchéité des réseaux de collecte en provenance des voiries lourdes, des pompes de relevage, des vannes d'isolement et des regards de visite.

Les résultats de ces contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les séparateurs d'hydrocarbures sont vérifiés semestriellement et, le cas échéant, après chaque événement pluvieux important. Ils sont curés une fois par an afin de garantir une concentration en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l.

Un contrôle trimestriel du bon fonctionnement des dispositifs de tamponnement et confinement est réalisé.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des documents permettant d'attester de la bonne réalisation des contrôles.

Par ailleurs, avant la mise en service des réseaux de collecte des eaux, des essais de pression ou fumée sont réalisés sur les réseaux de collecte des eaux usées et pluviales voiries « lourdes ». Les défauts éventuels sont réparés avant mise en service des réseaux.

#### **ARTICLE 4.4.5 LOCALISATION DES POINTS DE REJET**

##### ***Article 4.4.5.1 Identification des effluents***

Les effluents du site sont :

- les eaux usées à caractère domestique : il s'agit des eaux des installations sanitaires du site et issues du nettoyage des bureaux et bâtiments. Ces effluents sont dirigés vers le réseau d'assainissement public puis traités par la station d'épuration de Grimonpont à Wattrelos
- les eaux pluviales :
  - les eaux pluviales de toitures non susceptibles d'être polluées sont collectées séparément des eaux de voiries par l'intermédiaire d'une noue végétalisée qui longe la façade sud ouest du bâtiment. Ces eaux sont ensuite collectées par un bassin de tamponnement étanche situé au sud de la parcelle et d'une capacité de 2490 m<sup>3</sup>. Ces eaux sont envoyées au réseau d'eaux de la commune.
  - les eaux pluviales ruisselant sur les voiries sont collectées vers deux bassins de tamponnement étanches (situés à l'est en entrée du site et au nord du site) et traitées par séparateur d'hydrocarbures avant rejet au réseau de la commune. Le bassin nord a une capacité de 1852 m<sup>3</sup>. Il sert également au confinement des eaux d'extinction incendie et est équipé d'une vanne automatique d'isolement par rapport à l'extérieur. Le bassin est à une capacité de 215 m<sup>3</sup> et sert à la collecte des eaux pluviales du parking des véhicules légers. En sortie de ces deux bassins, le débit de rejet est limité à 2l/s/ha.

Les bassins sont dimensionnés pour une pluie d'occurrence de 30 ans. En cas d'évènement centennal, l'excédant d'eaux pluviales par rapport aux bassins de tamponnement est retenu sur le site par la mise en charge des réseaux et caniveaux et les surfaces imperméabilisées.

#### **Article 4.4.5.2 Localisation des points de rejet**

<b>Point de rejet vers le milieu récepteur *</b>	<b>Point N° Eaux usées</b>
Nature des effluents	Eaux usées à caractère domestique
Exutoire du rejet	Réseau d'assainissement de la commune
Conditions de raccordement	Autorisation et convention de rejet

<b>Point de rejet vers le milieu récepteur *</b>	<b>Point N°1 – Eaux pluviales susceptibles d'être polluées</b>
Nature des effluents	Eaux pluviales des voiries et des quais
Exutoire du rejet	Bassin de tamponnement 1 puis réseau d'assainissement de la commune
Conditions de raccordement	Autorisation et convention de rejet

<b>Point de rejet vers le milieu récepteur *</b>	<b>Point N°2 – Eaux pluviales de parking</b>
Nature des effluents	Eaux pluviales collectées sur le parking VL et zone d'attente PL
Exutoire du rejet	Noues et Bassin de tamponnement 3 puis réseau d'assainissement de la commune
Conditions de raccordement	Autorisation et convention de rejet

<b>Point de rejet vers le milieu récepteur *</b>	<b>Point N°3 – Eaux pluviales non polluées</b>
Nature des effluents	Eaux pluviales de toitures
Exutoire du rejet	Noues et Bassin de tamponnement 2 puis réseau d'assainissement de la commune
Conditions de raccordement	Autorisation et convention de rejet

#### **Article 4.4.5.3 Autorisation de déversement**

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du code de la santé publique.

Une autorisation de déversement au réseau public de la zone d'activité est établie entre l'exploitant et le gestionnaire de cette zone. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

Nonobstant le respect du présent arrêté préfectoral, l'autorisation de déversement est accompagnée d'une convention de rejet des eaux ; ces documents doivent mentionner toutes les modalités relatives à la gestion des rejets aqueux issus du site dont les eaux pluviales.

### **ARTICLE 4.4.6 CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET**

#### **Article 4.4.6.1 Conception et Aménagement**

##### **Article 4.4.6.2.1 Aménagement des ouvrages de gestion des eaux du site**

La gestion des eaux pluviales du site respecte les principes retenus par la doctrine régionale du 30 janvier 2017 .

Le bassin 1 situé au nord ouest du site est rendu étanche par :

- la mise en œuvre d'un géotextile anti-poinçonnant
- la pose d'une membrane en PVC sur la surface du bassin, y compris le blocage en tranchée de tête et le raccordement étanche sur les canalisations d'arrivée et de départ.

Il est muni d'une vanne de déconnexion en sortie asservie à la détection incendie.

Son volume ainsi que la capacité de rétention des quais sont calculés pour assurer le confinement de la totalité des eaux incendies.

Les bassins 2 et 3 et les noues paysagères sont aménagés par :

- la mise en œuvre d'un géotextile anti-contaminant
- la pose d'une membrane en PVC
- la mise en œuvre d'un géotextile sur le dessus et d'un grillage accroche terre
- la mise en place de 30 cm de terres végétales et la végétalisation des bassins, des noues et des berges.

#### Article 4.4.6.2.2 Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès, selon leurs demandes, aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

#### Article 4.4.6.2.3 Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

### **ARTICLE 4.4.7 VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX RÉSIDUAIRES AVANT REJET DANS LE MILIEU NATUREL OU DANS UNE STATION D'ÉPURATION COLLECTIVE**

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 2 heures.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

#### ***Article 4.4.7.1 Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets***

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- ne pas comporter des substances toxiques, nocives ou néfastes dans des proportions capables d'entraîner la destruction des poissons, de nuire à sa nutrition, à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire,
- ne pas provoquer une coloration notable du milieu récepteur, ni être de nature à favoriser la manifestation d'odeurs et de saveurs.

#### ***Article 4.4.7.2 Rejet des eaux domestiques***

Les eaux usées domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur et notamment aux différents critères définis dans la convention de déversement.

### **Article 4.4.7.3 Rejet des eaux pluviales**

Les prescriptions suivantes s'appliquent sans préjudice de l'autorisation au raccordement au réseau public délivrée, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique, par la collectivité à laquelle appartient le réseau . L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales au réseau d'assainissement collectif , les valeurs limites en concentration ci-dessous définies.

- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- DCO : 30 mg/L, concentration moyenne sur une durée de deux heures
- MES : 30 mg/L, concentration moyenne sur une durée de deux heures
- Hydrocarbures totaux : 5 mg/L, concentration moyenne sur une durée de deux heures

### **Article 4.4.7.4 Rejet des eaux de refroidissement**

Les eaux de refroidissement provenant des groupes motopompes pour le système d'extinction automatique d'incendie sont rejetées dans le réseau des eaux usées et subissent le même traitement conformément à la réglementation en vigueur que les eaux domestiques avant évacuation vers le réseau public.

---

## **TITRE 5 DÉCHETS PRODUITS**

---

### **CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION**

#### **ARTICLE 5.1.1 LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
  - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
  - b) le recyclage ;
  - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
  - d) l'élimination.

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 5.1.2 SÉPARATION DES DÉCHETS**

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-195 à R. 543-201 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 5.1.3 CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DÉCHETS**

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

### **ARTICLE 5.1.4 DÉCHETS GÉRÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT**

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

### **ARTICLE 5.1.5 DÉCHETS GÉRÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT**

À l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

### **ARTICLE 5.1.6 TRANSPORT**

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

#### ARTICLE 5.1.7 DÉCHETS PRODUITS PAR L'ÉTABLISSEMENT

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivantes :

Référence nomenclature	Désignation de la nomenclature	Nature du déchet
13 05 01*	Déchets solides provenant de désableurs et de séparateurs eau/hydrocarbures	Boues de séparateurs d'hydrocarbures
15 01 01	Emballages en papier/carton	Colis en carton détérioré ou produit lors d'un reconditionnement
15 01 02	Emballages en matières plastiques	Film étirable de palettisation
15 01 03	Emballages en bois	Palettes
15 01 06	Emballages en mélange	Déchets assimilables à des ordures ménagères
16 06 01*	Accumulateurs au plomb	Accumulateurs des chariots électriques
20 01 21*	Tubes fluorescents et autres déchets contenant du mercure	Tubes fluorescents
20 01 35*	Equipements électriques et électroniques mis au rebut contenant des composants dangereux autres que ceux visés aux rubriques 20 01 21* et 20 01 23*	Equipements électriques et électroniques
20 01 36	Equipements électriques et électroniques mis au rebut autres que ceux visés aux rubriques 20 01 21*, 20 01 23*, 20 01 35*	Equipements électriques et électroniques
20 03 01	Déchets de bureaux et de réfectoire assimilés à des déchets municipaux en mélange	
20 03 07	Déchets encombrants	

---

## TITRE 6 – PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS ET DES ÉMISSIONS LUMINEUSES

---

### CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### ARTICLE 6.1.1 AMÉNAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans les trois mois suivant la mise en service de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

#### ARTICLE 6.1.2 VÉHICULES ET ENGIN

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

#### ARTICLE 6.2.1 VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

<b>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)</b>	<b>Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés</b>	<b>Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés</b>
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les zones à émergence réglementée sont définies comme étant :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de signature du présent arrêté et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de signature du présent arrêté ;
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui seront implantés après la date de signature du présent arrêté dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

Un mur anti-bruit de 2 mètres de haut et de 90 mètres de long sera mis en place le long de la clôture au sud, à proximité de l'entrée sud du site et des habitations afin de respecter les émergences réglementaires de nuit définies dans l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 au niveau des habitations situées au sud est du projet.

#### ARTICLE 6.2.2 NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN LIMITES D'EXPLOITATION

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70dB(A)	60 dB(A)

#### CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

#### CHAPITRE 6.4 ÉMISSIONS LUMINEUSES

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- les éclairages intérieurs des locaux sont éteints une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux
- les illuminations des façades des bâtiments ne peuvent être allumées avant le coucher du soleil et sont éteintes au plus tard à 1 heure.
- Concernant l'éclairage extérieur, afin de limiter la pollution lumineuse générée par l'éclairage nocturne sur l'avifaune et l'entomofaune, les lampes mises en place seront des lampes à sodium à basse pression de couleur jaune à orange moins attractives pour les insectes et donc moins impactantes pour la faune associée. Toute diffusion de lumière vers le ciel est proscrite, l'éclairage sera dirigé vers le sol en équipant les sources de lumière de système permettant de réfléchir la lumière vers le sol.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion.

L'exploitant du bâtiment doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.



---

## TITRE 7 – PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

---

### CHAPITRE 7.1 GÉNÉRALITÉS

#### ARTICLE 7.1.1 LOCALISATION DES RISQUES

L'exploitant recense les parties de l'établissement qui, en raison des procédés mis en œuvre, des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'incendies, d'explosions, d'atmosphères nocives, toxiques ou explosives :

- Soit pouvant survenir en permanence, pendant de longues périodes ou fréquemment ;
- Soit pouvant survenir occasionnellement en fonctionnement normal ;
- Soit n'étant pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal ou n'étant que de courte durée, s'il advient qu'ils se présentent néanmoins.

L'exploitant détermine pour chacune de ces zones la nature du risque (incendie, explosion, atmosphères nocives, toxiques ou explosives).

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés et reportées sur un plan général des ateliers et des stockages systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours.

L'accès à ces zones dangereuses est réglementé tant pour les piétons que pour les véhicules. Seuls les véhicules munis d'un « permis d'accès véhicule en zone dangereuse », délivré par l'exploitant selon une procédure prédéfinie peuvent y accéder.

#### ARTICLE 7.1.2 PROPRETÉ DE L'INSTALLATION

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.

Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

#### ARTICLE 7.1.3 CONTRÔLE DES ACCÈS

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture, d'une hauteur minimale de 2 mètres, mesurée à partir du sol côté extérieur, doit être suffisamment résistante afin d'empêcher les éléments indésirables d'accéder aux installations. L'exploitant s'assure du maintien de l'intégrité physique de la clôture dans le temps et réalise les opérations d'entretien des abords régulièrement.

#### ARTICLE 7.1.4 CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation et de stationnement, applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

#### ARTICLE 7.1.5 ÉTUDE DE DANGERS

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

## **CHAPITRE 7.2 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES ET CONCEPTION DES INSTALLATIONS**

### **ARTICLE 7.2.1 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES**

#### **Article 7.2.1.1 dispositions générales**

Les dispositions constructives visent à ce que la cinétique d'incendie soit compatible avec l'évacuation des personnes, l'intervention des services de secours et la protection de l'environnement. Elles visent notamment à ce que la ruine d'un élément de structure (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne conduit pas à l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.

L'ensemble de la structure est a minima R 15.

Les murs extérieurs sont construits en matériaux de classe A2 s1 d0, sauf si le bâtiment est doté d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie.

Les éléments de support de la toiture sont réalisés en matériaux A2 s1 d0. Cette disposition n'est pas applicable si la structure porteuse est en lamellé-collé, en bois massif ou en matériaux reconnus équivalents par rapport au risque incendie, par la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises du ministère chargé de l'intérieur.

Le ou les isolants thermiques utilisés en couverture sont de classe A2 s1 d0. Cette prescription n'est pas exigible lorsque, d'une part, le système « support + isolants » est de classe B s1 d0, et d'autre part :

- ou bien l'isolant, unique, a un pouvoir calorifique supérieur (PCS) inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ;
- ou bien l'isolation thermique est composée de plusieurs couches, dont la première (en contact avec le support de couverture), d'une épaisseur d'au moins 30 millimètres, de masse volumique supérieure à 110 kg/m<sup>3</sup> et fixée mécaniquement, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg et les couches supérieures sont constituées d'isolants justifiant une épaisseur de 60 millimètres d'une classe D s3 d2. Ces couches supérieures sont recoupées au droit de chaque écran de cantonnement par un isolant de PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ;
- ou bien il est protégé par un écran thermique disposé sur la ou les faces susceptibles d'être exposées à un feu intérieur au bâtiment. Cet écran doit jouer un rôle protecteur vis-à-vis de l'action du programme thermique normalisé durant au moins une demi-heure.

Le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3).

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0.

Les ateliers d'entretien du matériel sont isolés par une paroi et un plafond au moins REI 120 ou situés dans un local distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. Les portes d'intercommunication présentent un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes).

A l'exception des bureaux dits de « quais » destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages, des zones de préparation ou de réception, des quais eux-mêmes, les bureaux et les locaux sociaux ainsi que les guichets de retrait et dépôt des marchandises sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage ou isolés par une paroi au moins REI 120. Ils ne peuvent être contigus aux cellules où sont présentes des matières dangereuses. Ils sont également isolés par un plafond au moins REI 120 et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte présentant un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2). Ce plafond n'est pas obligatoire si le mur séparatif au moins REI 120 entre le local bureau et la cellule de stockage dépasse au minimum d'un mètre la couverture au droit du franchissement, ou si le mur séparatif au moins REI 120 arrive jusqu'en sous-face de toiture de la cellule de stockage, et que le niveau de la toiture du local bureau est située au moins à 4 mètres au-dessous du niveau de la toiture de la cellule de stockage). De plus, lorsqu'ils sont situés à l'intérieur d'une cellule, le plafond est au moins REI 120, et si les bureaux sont situés en étage le plancher est également au moins REI 120.

Les justificatifs attestant du respect des prescriptions du présent point sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **Article 7.2.1.2 dispositions spécifiques**

Les murs extérieurs sont en béton REI 120 et en bardage double peau EI 15 sur les façades de quais.

### **Article 7.2.1.3 compartimentage**

L'entrepôt est compartimenté en six cellules de stockage, dont la surface et la hauteur sont limitées afin de réduire la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie.

Ce compartimentage a pour objet de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre. Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes :

- les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 180 ; le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation.
- les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalant à celui exigé pour ces parois. Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi.
- si les murs extérieurs ne sont pas au moins REI 60, les parois séparatives de ces cellules sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 0,50 mètre de part et d'autre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi.

La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1. Alternativement aux bandes de protection, une colonne sèche ou des moyens fixe d'aspersion d'eau placés le long des parois séparatives peut assurer le refroidissement de la toiture des cellules adjacentes sous réserve de justification ;

- les parois séparatives dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. Cette disposition n'est pas applicable si un dispositif équivalent, empêchant la propagation de l'incendie d'une cellule vers une autre par la toiture, est mis en place.

### **Article 7.2.1.4 cantons de désenfumage**

Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre. La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre. Elle peut toutefois être réduite pour les zones de stockages automatisés.

Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.

### **Article 7.2.1.5 exutoires de fumées**

Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.

Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.

Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m.

La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.

Les dispositifs de désenfumage font l'objet d'essais réalisés avant la mise en service de l'entrepôt. Les résultats de cet essai sont transmis commentés, avant mise en service de l'entrepôt, au SDIS et à l'inspection des installations classées et au vu des résultats de cet essai, l'exploitant propose, si besoin, des mesures compensatoires.

#### **Article 7.2.1.6 amenées d'air frais**

Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.

#### **Article 7.2.1.7 dégagements issues de secours**

Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide. En outre, le nombre minimal de ces dégagements permet que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) d'un espace protégé, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.

Deux issues au moins, vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage. En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées et sont facilement manœuvrables.

### **ARTICLE 7.2.2 CONDITIONS DE STOCKAGE**

#### **Article 7.2.3.1 conditions générales**

Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Le stockage en mezzanine n'est pas autorisé.

Les conditions de stockage dans chacune des cellules respectent les hypothèses retenues dans l'étude de dangers dans le cadre de la modélisation FLUMILOG des distances d'effets d'un incendie des matières stockées dans ces cellules (annexe 19 de l'étude)

Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.

De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux.

Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.

#### **Article 7.2.3.2 conditions spécifiques pour le stockage en vrac**

Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :

- 1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m<sup>2</sup> ;
- 2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;
- 3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.

## **CHAPITRE 7.3 DISPOSITIFS DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS**

### **ARTICLE 7.3.1 MATÉRIELS UTILISABLES EN ATMOSPHÈRES EXPLOSIVES**

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 7.1.1 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 modifié, relatif aux appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible.

Dans ces zones, ces installations sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation.

### **ARTICLE 7.3.2 INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES**

Les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées conformément aux dispositions du code du travail.

A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule.

A l'exception des racks recouverts d'un revêtement permettant leur isolation électrique, les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations, racks) sont mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

### **ARTICLE 7.3.3 PROTECTION CONTRE LA Foudre**

Les installations du site sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes où à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié.

Conformément à l'étude technique Foudre 16.10.5564 du 20 octobre 2016, au moins 22 paratonnerres à dispositif d'amorçage (PDA) conformes à la norme NFC 17-102 assurent la protection de l'entrepôt. Une protection par parafoudre est également mise en place pour la protection des TGBT, armoires d'alimentation de la détection incendie, de l'alarme anti-intrusion, des pompes sprinkler, des pompes du réseau incendie. Ces parafoudres sont conformes à la norme NF EN 61-643-11.

Les dispositifs de protection sont installés par un organisme compétent, agréé Qualifoudre, et doivent être opérationnels avant le début de l'exploitation.

Les modalités de vérification et de maintenance des différents équipements sont définies par la notice de vérification de l'étude technique.

Les protections font l'objet d'une protection complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard 6 mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Le carnet de bord, établi parallèlement à l'étude technique, est tenu à jour par l'exploitant.

L'analyse du risque foudre est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R181-46-II du code de l'environnement, à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de cette étude.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.

Si l'une des vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre à jour, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

#### **ARTICLE 7.3.4 VENTILATION ET RECHARGE DES BATTERIES**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible.

Dans le cas d'une ventilation mécanique, le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations voisines et des bureaux.

Les conduits de ventilation sont munis de clapets au niveau de la séparation entre les cellules, restituant le degré REI de la paroi traversée.

La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit. Dans le cas d'un stockage automatisé, il n'est pas nécessaire d'aménager une telle zone.

S'il existe un local de recharge de batteries des chariots automoteurs, il est exclusivement réservé à cet effet et est, soit extérieur à l'entrepôt, soit séparé des cellules de stockage par des parois et des portes munies d'un ferme-porte, respectivement de degré au moins REI 120 et EI2 120 C (Classe de durabilité C2 pour les portes battantes).

#### **ARTICLE 7.3.5 ÉCLAIRAGE ARTIFICIEL ET CHAUFFAGE DES LOCAUX**

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs.

Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement. Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule tous les éléments soient confinés dans l'appareil.

Le chauffage des entrepôts et de leurs annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.

### **CHAPITRE 7.4 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

#### **ARTICLE 7.4.1 RETENTIONS**

##### **Article 7.4.1.1 volume**

Tout stockage de matières liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention interne ou externe dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Toutefois, lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.

Des réservoirs ou récipients contenant des matières susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.

#### **Article 7.4.1.2 Conception**

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. L'étanchéité de la rétention ne doit pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante. En particulier, elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

#### **Article 7.4.1.3 Gestion**

Les rétentions font l'objet d'un examen visuel approfondi au moins annuellement et d'une maintenance appropriée.

Les rétentions doivent être maintenues propres et disponibles. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 7.4.2 DISPOSITIFS DE CONFINEMENT**

#### **Article 7.4.2.1 Dispositions générales**

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement ; celles-ci sont récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes en l'absence de stockage de matières dangereuses ou externes aux cellules de stockage.

Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

#### **Article 7.4.2.2 Dispositions particulières**

Le confinement en cas d'incendie est assuré par le bassin 1 du site d'une capacité de 1852 m<sup>3</sup> ainsi que par le volume de 342 m<sup>3</sup> disponible au niveau des quais et aires de manoeuvre sur une hauteur maximale de 20 cm.. Ces capacités sont suffisantes pour garantir le confinement du volume calculé en application de la règle D9a de 2136 m<sup>3</sup>

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

#### **ARTICLE 7.4.3 AUTRES DISPOSITIONS**

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. La définition des emplacements de stockage et la répartition des différents produits sont réalisées à partir des fiches de données sécurité. Ces emplacements sont clairement matérialisés et signalisés.

Le stockage et la manipulation des produits dangereux ou polluants, solides ou liquides ou liquéfiés dont la température d'ébullition à pression atmosphérique est supérieure à 0°C, sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

#### **ARTICLE 7.4.4 CONSEQUENCES DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

En cas de sinistre, l'exploitant réalise un diagnostic de l'impact environnemental et sanitaire de celui-ci en application des guides établis par le ministère chargé de l'environnement dans le domaine de la gestion post-accidentelle. Il réalise notamment des prélèvements dans l'air, dans les sols et le cas échéant les points d'eau environnants, afin d'estimer les conséquences de l'incendie en termes de pollution. Le préfet peut prescrire, d'urgence, tout complément utile aux prélèvements réalisés par l'exploitant.

### **CHAPITRE 7.5 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION**

#### **ARTICLE 7.5.1 SURVEILLANCE DE L'INSTALLATION**

L'exploitation des différentes installations doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite des installations, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits fabriqués, utilisés ou stockés dans les installations, et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

#### **ARTICLE 7.5.2 ÉTAT DES MATIÈRES STOCKÉES**

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées dans l'entrepôt.

L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail.

Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.



### **ARTICLE 7.5.3 GARDIENNAGE / TÉLÉSURVEILLANCE**

En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux.

### **ARTICLE 7.5.4 TRAVAUX DE RÉPARATION ET D'AMÉNAGEMENT**

Dans les parties de l'installation présentant des risques recensés au 7.1.1, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :

- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;
- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;
- les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ;
- l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ;
- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité. Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé. Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents. Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 7.5.5 CONSIGNES**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction de fumer ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, hormis, le cas échéant dans les bureaux séparés des cellules de stockages ;
- l'obligation du document ou dossier évoqué à l'article 7.5.4 ;
- les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;
- les mesures permettant de tenir à jour en permanence et de porter à la connaissance des services d'incendie et de secours la localisation des matières dangereuses, et les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;

- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article « eaux d'extinction incendie » ;
- les moyens de lutte contre l'incendie ;
- les dispositions à mettre en œuvre lors de l'indisponibilité (maintenance...) de ceux-ci ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.

#### **ARTICLE 7.5.6 EVACUATION DU PERSONNEL**

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.

### **CHAPITRE 7.6 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS**

#### **ARTICLE 7.6.1 INTERVENTION DES SERVICES DE SECOURS**

##### ***Article 7.6.1.1 Accessibilité***

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Cet accès doit pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des Services d'Incendie et de Secours.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

La voie d'accès des services de secours est maintenue dégagée de tout stationnement. Elle comporte une matérialisation au sol faisant apparaître la mention « accès pompiers ». Ce dispositif est renforcé par une signalisation verticale de type « *stationnement interdit* ».

L'exploitant détermine avec le SDIS le dispositif d'accès au site en dehors des périodes d'exploitation.

##### ***Article 7.6.1.2 Accessibilité des engins à proximité des installations***

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation et par les eaux d'extinction. Cette voie est implantée hors des zones d'effet thermiques d'intensité supérieure à 5 kW/m<sup>2</sup>.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 6 mètres ;
- la hauteur libre est au minimum de 4,5 mètres ;
- la pente est inférieure à 15% ;

- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de  $S = 15/R$  mètres est ajoutée ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum ;
- chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;
- aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation ou aux voies échelles et la voie engin.

### **Article 7.6.1.3 Aires de mise en station des moyens aériens**

Les aires de mise en station des moyens aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins » définie à l'article 7.6.1.2.

Les aires de mise en station d'échelles sont disposées au droit des murs coupe-feu de façon à desservir au moins 2 façades (une aménagée façade nord est et une aménagée façade sud ouest) .

Aucun obstacle aérien ne doit gêner la manœuvre des échelles à la verticale de la voie (local, bâtiment, poteaux, pylônes, arbres, ...). Elles sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.

Chaque aire de mise en station des moyens aériens respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 7 mètres, la longueur au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ;
- elle comporte une matérialisation au sol ;
- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire ;
- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et de 8 mètres maximum ;
- elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie.
- l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm<sup>2</sup>.

### **Article 7.6.1.4 Aires de stationnement des engins**

Des aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux poteaux incendie du site. L'exploitant doit s'assurer que les aires de stationnement mobilisées pour l'extinction d'un incendie sont implantées hors des zones des effets thermiques 3kW/m<sup>2</sup> de cet incendie. Les aires de stationnement des engins sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.

Chaque aire de stationnement respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur au minimum de 8 mètres, la pente est comprise entre 2 et 7 % ;
- elle comporte une matérialisation au sol ;
- elle est située à 5 mètres maximum du point d'eau incendie ;

- elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours ; si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation) , l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie .

- l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.

### ARTICLE 7.6.3 MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

La défense extérieure contre l'incendie est assurée de telle sorte que les sapeurs-pompiers puissent disposer d'un volume d'eau de 420 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures.

L'établissement est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conforme aux normes en vigueur, notamment :

- **des appareils d'incendie (bouches, poteaux ...)** publics ou privés dont un implanté à 100 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc. Ce réseau d'eau, public ou privé, doit permettre de fournir en toutes circonstances le débit et la quantité d'eau d'extinction et de refroidissement évalués dans l'étude de dangers. Il sera entretenu et fera l'objet d'un contrôle technique au moins tous les trois ans. Ce contrôle technique concernera aussi bien la pomperie que les poteaux d'incendie Ce rapport technique sera mis à disposition des services d'incendie et de secours.

Notamment

- 6 poteaux d'incendie privés du type DN150 (2 x 100 mm) privés, alimentés par une réserve de 1200 m<sup>3</sup> sur un réseau incendie de DN 150 minimum. Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement. La réserve est elle même alimentée par le réseau d'eau de ville.

Les poteaux sont distants entre eux de 150 mètres et répartis autour du bâtiment.

Les poteaux qui servent à l'extinction d'une cellule en feu (2 hydrants) sont installés hors des zones d'effets thermiques. Chaque partie de cellule est à moins de 100 m d'un hydrant..

Ces poteaux sont conformes à la norme EN 14 384 (S 61 213) et sont installés selon les prescriptions de la norme NF S 62 200. Ils sont signalés conformément à la norme NF S 61 221. Ces poteaux sont installés sur un réseau bouclé et sectionnable pour que toute section affectée par une rupture soit isolée et ne comporte pas de bras mort. Ce réseau dispose de 2 canalisations d'alimentation, afin de prévenir toute rupture d'une canalisation sur le réseau public. Il est équipé de vannes d'isolement des hydrants par section, pour ne pas perturber le reste du réseau. Il a la capacité de fournir un débit de 420 m<sup>3</sup>/h au moyen de 4 poteaux incendie.

Les poteaux présentent un débit unitaire minima de 120 m<sup>3</sup>/h. . La pompe permettant d'obtenir le débit sera secourue en cas de défaillance de l'alimentation électrique Ces poteaux sont réceptionnés conformément aux dispositions de la norme NF S 62 200. Le SDIS est associé à ces réceptions. Le SDIS et l'Inspection des installations classées sont destinataires de la copie des attestations de réception;

- une réserve artificielle de 1 200 m<sup>3</sup>, équipée également de prises de raccordement Elle est réalisée selon les dispositions de l'Instruction Technique relative à l'aménagement des point d'aspiration, annexée au Règlement Opérationnel. . Il appartient à l'exploitant de se rapprocher du SDIS pour obtenir les informations techniques nécessaires à la réalisation de la réserve et de l'aire d'aspiration Cette réserve est protégée ou est installée en dehors des zones d'effets thermiques.
- Le réseau incendie est supprimé pour atteindre une pression effective entre 1 et 8 bars. Les surpresseurs sont alimentés par une motopompe diesel. La réserve de carburant pour l'alimentation des pompes permet une autonomie de plus de deux heures.

Les débits et quantités d'eau d'extinction et de refroidissement nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (Guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), sans toutefois dépasser 720 m<sup>3</sup>/h durant 2 heures.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées la disponibilité effective des débits d'eau avant la mise en exploitation de l'entrepôt.

L'exploitant permet au SDIS d'assurer la reconnaissance opérationnelle initiale et périodique annuelle des points d'eau incendie (poteaux et réserve). En cas de changement d'état de disponibilité des poteaux incendie, il informe sans délai le Centre de Traitement de l'Alerte territorialement compétent (Groupement Territorial n° 5).

L'exploitant est en mesure de fournir, dans le cadre de la reconnaissance opérationnelle, une attestation de contrôle technique des PEI, ainsi qu' :

- une attestation de mesure des débits des hydrants du site (débits unitaires et simultanés sur 2 poteaux)
- une attestation de mesure du volume utile de la réserve.

**des extincteurs** répartis à l'intérieur de l'entrepôt, bâtiments, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles, facilement accessibles et repérés au moyen de panneaux indestructibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.

**des robinets d'incendie armés (RIA)** de diamètre nominal 33 mm installés conformément aux normes NF S 61-201 et NFS 62-201 ou à la règle R5 de l'APSAD et adaptés aux risques, placés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont protégés contre les chocs et le gel et leurs emplacements sont signalés d'une façon visible. Leurs abords sont maintenus constamment dégagés ;

**un réseau d'extinction automatique à eau (ou réseau sprinkler). Il sera conforme aux normes NFS 62-210 à S 62-215 ou à la règle R1 de l'APSAD, ou la règle NFPA13 ou tout référentiel équivalent.** Un espace de 1 mètre est maintenu entre le niveau des têtes de sprinklage et le haut du stockage. Le fonctionnement de l'installation de sprinklage est assuré en toutes circonstances. Le système d'extinction automatique d'incendie est conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage Le volume d'eau de la réserve pour l'installation d'extinction automatique est de 500 m<sup>3</sup>;

**des réserves de sable meuble et sec**, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 l et munies de pelles sont placées à proximité du groupe sprinklage. De plus, une réserve de matériaux inertes sera présente sur le site en cas d'accident routier engendrant une fuite de réservoir au niveau d'un poids lourds ;

**d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;**

**d'un plan de défense incendie.**

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. Le réseau incendie est maintenu hors gel. L'exploitant veille en particulier à vidanger les parties aériennes après chaque utilisation en portant une attention particulière aux points bas.

Les tuyauteries d'alimentation en eau font l'objet de contrôles périodiques visant à s'assurer de leur bon état. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de l'entrepôt, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans.

#### **ARTICLE 7.6.4 DISPOSITIF DE DÉTECTION AUTOMATIQUE D'INCENDIE**

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site.

Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.

Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie en tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.

#### **ARTICLE 7.6.5 VÉRIFICATION**

L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.

#### **ARTICLE 7.6.6 INDISPONIBILITÉ TEMPORAIRE DU SYSTÈME D'EXTINCTION AUTOMATIQUE D'INCENDIE - MAINTENANCE**

L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie.

Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.

Les mesures précisées ci-dessus sont incluses dans le plan de défense incendie.

#### **ARTICLE 7.6.7 FORMATION DU PERSONNEL**

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Le personnel de l'exploitant chargé de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie est apte à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées.

Des exercices de lutte contre l'incendie (mise en œuvre du matériel, méthode d'intervention, organisation de la gestion de crise...) doivent être organisés une fois par an.

#### **ARTICLE 7.6.7 SIGNALISATION**

La norme NF X 08 003 relative à l'emploi des couleurs et des signaux de sécurité est appliquée, conformément à l'arrêté du 4 août 1982 afin de signaler les emplacements :

- des moyens de secours ;
- des stockages présentant des risques ;
- des locaux à risques ;
- des boutons d'arrêts d'urgence ;
- ainsi que les diverses interdictions.

Les tuyauteries, accessoires et organes de coupure des différents circuits mettant en œuvre des produits dangereux sont repérés et connus du personnel.

### **Chapitre 7.7 PREVENTION DES RISQUES NATURELS**

#### **ARTICLE 7.7.1 PROTECTION CONTRE LA Foudre**

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié par l'arrêté ministériel du 19 juillet 2011.

## ARTICLE 7.7.2 SÉISMES

Les installations présentant un danger important pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement sont protégées contre les effets sismiques conformément aux dispositions définies par l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié par l'arrêté ministériel du 19 juillet 2011.

## CHAPITRE 7.8 PLAN DE DÉFENSE INCENDIE

Un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie d'une cellule. Le plan de défense incendie comprend :

- le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage ;
- la localisation des interrupteurs centraux (électriques) ;
- les mesures particulières prévues à l'article relatif à l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie ;
- l'annuaire de crise, avec les coordonnées des interlocuteurs internes et externes.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

À chaque nouvelle version du plan de défense incendie, le personnel travaillant dans l'établissement, y compris le personnel sous-traitant est consulté dans le cadre du CHSCT, s'il existe.

L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :

- la recherche systématique d'améliorations des dispositions du plan de défense incendie; cela inclut notamment :
  - l'organisation de tests périodiques du dispositif et/ou des moyens d'intervention,
  - la formation du personnel intervenant,
  - l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,
- la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers (révision ou suite à une modification notable dans l'établissement ou dans le voisinage),
- la revue périodique et systématique de la validité du contenu du plan de défense incendie, qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus,
- la mise à jour systématique du plan de défense incendie en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.

Des exercices réguliers sont réalisés pour tester le plan de défense incendie.

Leur fréquence est à minima annuelle. L'inspection des installations classées et le service départemental d'incendie et de secours sont informés à l'avance de la date retenue pour chaque exercice.

Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Le plan de défense incendie est élaboré avant le démarrage de l'entrepôt.

Un exemplaire de ce plan est, a minima, disponible au poste de garde et à l'accueil du site.

Par ailleurs, l'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :

- des plans d'intervention, affichés également à proximité des issues des cellules et qui comprennent :
  - o une descriptions des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers,
  - o la représentation des dispositions constructives coupe-feu et des accès aux issues ;
  - o les accès des emplacements où peuvent se former des atmosphères explosives ;
  - o l'emplacement des moyens de protection incendie, des coupure des énergies et fluides, des commandes manuelles de désenfumage et des vannes d'isolement
  - o les points de rassemblement du personnel.
- des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ( accompagnement des sapeurs-pompiers par un agent du site, désigné et formé)
- le plan de défense incendie



---

## TITRE 8 – CONDITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT

---

### CHAPITRE 8.1 ATELIER DE CHARGE D'ACCUMULATEURS

#### ARTICLE 8.1.1 COMPORTEMENT AU FEU

Le local de charge doit présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- les murs séparant les locaux de charge des cellules de stockage sont REI 120 (coupe-feu 2 heures). Les portes présentes dans ces murs sont coupe-feu EI 120 et sont munies de ferme-porte ;
- les murs extérieurs non séparatifs de l'entrepôt ou de tout autre local technique sont en bardage métallique ;
- la couverture est incombustible ;
- la porte donnant vers l'extérieur est EI 30 C2 ;
- pour les autres matériaux : classe A2s1d0 (incombustible) ;
- toute communication éventuelle entre le local et l'entrepôt se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes E 60 C, soit par une porte EI2 120 C et de classe de durabilité C2 ;
- le sol A2s1d0 est recouvert d'une peinture résistante aux acides recouvrant également les murs sur 1 mètre de hauteur. Un regard borgne étanche permet de recueillir les éventuels écoulements d'acide.

#### ARTICLE 8.1.2 ACCESSIBILITÉ

Le bâtiment où se situe l'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Il est desservi, sur au moins une face, par une voie-engin ou par une voie-échelle si le plancher haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.

En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteurs équipés.

#### ARTICLE 8.1.3 VENTILATION ET ÉVACUATION DES FUMÉES

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosibles ou nocive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines. Le débit d'extraction est donné par les formules ci-après suivant les différents cas :

- Pour les batteries dites ouvertes et les ateliers de charge de batteries :

$$Q = 0,05 n I$$

- Pour les batteries dites à recombinaison :

$$Q = 0,0025 n I$$

où

Q = débit minimal de ventilation en m<sup>3</sup>/h

n = nombre total d'éléments de batteries en charge simultanément

I = courant d'électrolyse, en A

#### **ARTICLE 8.1.4 PROTECTION INDIVIDUELLE**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité du dépôt et du lieu d'installation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels.

#### **ARTICLE 8.1.5 LOCALISATION DES RISQUES**

L'exploitant recense, sous sa responsabilité et avec l'aide éventuelle d'organismes spécialisés, les parties de l'installation présentant un risque spécifique pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou la maintien en sécurité de l'installation électrique.

Les parties d'installation présentant un risque spécifique tel qu'identifié ci-dessus, sont équipées de détecteurs d'hydrogène.

La recharge des batteries , en dehors des batteries à recombinaisons, est interdite hors des locaux de recharge.

#### **ARTICLE 8.1.6 SEUIL DE CONCENTRATION LIMITE EN HYDROGÈNE**

Pour les parties de l'installation équipées de détecteur d'hydrogène, le seuil de la concentration limite en hydrogène admise dans le local sera pris à 25 % de la L.I.E. (limite inférieure d'explosivité), soit 1 % d'hydrogène dans l'air. Le dépassement de ce seuil devra interrompre automatiquement l'opération de charge et déclencher une alarme.

Pour les parties de l'installation identifiées à l'article 8.1.5 non équipées de détecteur d'hydrogène, l'interruption des systèmes d'extraction d'air (hors interruption prévue en fonctionnement normal de l'installation) devra interrompre automatiquement également l'opération de charge et déclencher une alarme.

#### **ARTICLE 8.1.7 MOYENS DE SECOURS SPÉCIFIQUES**

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur.

### **CHAPITRE 8.2 LOCAL SPRINKLAGE**

Le bâtiment est protégé par un système d'extinction automatique (sprinkler).

Les pompes du réseau d'extinction automatique sont installées dans un local spécifique, elles sont alimentées en eau par 1 réserve de 500 m<sup>3</sup> situées à l'extérieur de ce local.

Ce local présente les caractéristiques suivantes :

- séparation du local avec les cellules de stockage par des murs REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) ;
- portes EI 120 ;
- toiture coupe-feu REI120 (de degré 2 heures) ;
- accessibilité au local uniquement depuis l'extérieur ;
- protection incendie ;
- ventilation naturelle.

### **CHAPITRE 8.3 CHAUFFERIE**

Le local chaufferie accueille exclusivement une chaudière gaz d'environ 1,2 MW. Il est accolé au local sprinklage, TGBT et transformateur côté sud-ouest , et est séparé de la cellule n°3 par une paroi de degré REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et ces bâtiments se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes E 60 C, munis d'un ferme-porte, soit par une porte au moins EI2 120 C et de classe de durabilité C2 pour les portes battantes.

Les portes donnant vers l'extérieur présentent un degré coupe-feu 1/2 heure.

À l'extérieur de la chaufferie sont installés :

- une vanne sur la tuyauterie d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ;
- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ;
- un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.

### **ARTICLE 8.3.1 ALIMENTATION EN COMBUSTIBLES**

**e réseau d'alimentation en combustible est conçu** et réalisé de manière à réduire les risques en cas de fuite, notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.

Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, est placé à l'extérieur du bâtiment pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison .

Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

La coupure de l'alimentation de gaz est assurée par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à au moins deux capteurs de détection de gaz et un pressostat permettant de détecter une chute de pression dans la tuyauterie. Ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée.

Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible.

Par ailleurs, un organe de coupure rapide équipe chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

### **Article 8.3.2 Contrôle de la combustion**

Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant, d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et, d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.

Les appareils de combustion sous chaudières utilisant un combustible liquide ou gazeux comportent un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement entraîne la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.

### **Article 8.3.3 Détection gaz – détection incendie**

Un dispositif de détection gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, est mis en place dans la chaufferie. Ce dispositif coupe l'arrivée du combustible conformément à et interrompt l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours.

L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. Des étalonnages sont régulièrement effectués.

Toute détection de gaz, au-delà de 60 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu.

Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.

#### **CHAPITRE 8.4 BUREAUX ET LOCAUX SOCIAUX**

Les bureaux et locaux sociaux sont regroupés sur 2 niveaux (R+1) au niveau du « bloc bureaux » accolé au bâtiment principal, en façade des quais des cellules 4 et 5.

Les planchers sont constitués en béton et sont stable au feu 1h. les murs qui séparent les bureaux des cellules de stockage (quai coté Est) sont coupe feu 2 heures (REI 120 )

#### **CHAPITRE 8.5 LOCAL TRANSFORMATEUR**

Le local transformateur est localisé en façade sud-ouest du bâtiment.

Ce local est séparé des cellules de stockage par des murs REI 120 et les portes de ces murs sont EI 120 et munies de ferme-porte.

---

## TITRE 9 - ESPACES NATURELS

---

### CHAPITRE 9.1 OBJET

Dans le cadre de la création d'une plateforme logistique à Wattrelos, Monsieur le Directeur de la société SIG Wattrelos est autorisé à déroger à la protection des espèces suivantes :

- flore : *Ophrys abeille*, *Ophrys apifera*, destruction et transplantation d'environ 45 pieds.
- avifaune : Chardonneret élégant, *Carduelis carduelis*, Hypolaïs polyglotte, *Hippolaïs polyglotta*, Mésange bleue, *Cyanistes caeruleus*, Rougegorge familier, *Erithacus rubecula*, Mésange charbonnière, *Parus major*, Moineau domestique, *Passer domesticus*, Pouillot véloce, *Phylloscopus collybita*, Accenteur mouchet, *Prunella modularis*, Fauvette à tête noire, *Sylvia atricapilla*, Fauvette grisette, *Sylvia communis*, Troglodyte mignon, *Troglodytes troglodytes*, perturbation de spécimens, destruction et altération d'habitats,
- mammifère terrestre : Hérisson d'Europe, *Erinaceus europaeus*, perturbation de spécimens, destruction et altération d'habitats,
- chiroptère : Pipistrelle commune, *Pipistrellus pipistrellus*, Sérotine commune, *Eptesicus serotinus*, perturbation de spécimens, destruction et altération d'habitats,

### CHAPITRE 9.2 MESURES D'ÉVITEMENT ( E ) ET DE RÉDUCTION DE L'IMPACT ( R )

Dans le cadre des travaux d'un aménagement d'un entrepôt logistique à Wattrelos, Monsieur le Directeur de la société SIG Wattrelos (et son mandataire) met en œuvre les mesures suivantes définies dans le dossier de demande d'autorisation environnementale :

#### ARTICLE 9.2.1 – MESURE E 01 : ÉVITEMENT D'IMPACT SUR 5 SECTEURS

L'emprise de l'entrepôt est positionnée pour éviter toute dégradation sur les secteurs suivants, y compris en phase chantier (annexe 2) :

- secteur 1 à l'ouest, au sein du périmètre ICPE, abritant un fourré,
- secteur 2 au sud-est, au sein du périmètre ICPE, abritant l'*Ophrys abeille*, ainsi que des pelouses et bosquets favorables à l'avifaune, aux chiroptères et au hérisson d'Europe,
- secteur 3 au sud ouest, au sein du périmètre ICPE, aménagé en alignement d'arbres et pelouses favorables à l'*Ophrys abeille*,
- secteur 4 au nord-est, hors du périmètre ICPE, abritant un fourré et une prairie favorables à l'avifaune et aux mammifères,
- secteur 5 au nord, hors du périmètre ICPE, abritant l'*Ophrys abeille*.

Ces mesures d'évitement s'appliquent également au projet de réaménagement de la zone d'activité de la Martinoire, dont le bâtiment B représente une première phase.

#### ARTICLE 9.2.2 – MESURE E 02 : BALISAGE DES SECTEURS SENSIBLES PENDANT LES TRAVAUX

Un écologue établit un balisage des secteurs sensibles à préserver durant les travaux du point de vue des espèces et des habitats. Le plan de circulation, les stockages de matériaux et stationnement d'engins évitent ces zones balisées. L'écologue établit un état des lieux de ces secteurs sensibles balisés avant et après travaux.

#### ARTICLE 9.2.3 – MESURE R 01 : ADAPTATION DES BASSINS

Le bassin de confinement des eaux incendie du bâtiment B est équipé d'un revêtement ou d'un dispositif permettant la remontée de la faune susceptible d'y tomber et de s'y noyer. En outre, la clôture entourant ce bassin empêche le passage de la petite faune par un grillage à petite maille enterré à sa base.

Les autres bassins de tamponnement des eaux pluviales sont aménagés pour favoriser la biodiversité : berges en pentes douces non bâchées, végétalisation spontanée, gestion par fauche exportatrice.

#### ARTICLE 9.2.4 – MESURE R 02 : ADAPTATION DE L'ÉCLAIRAGE

Pour réduire la gêne occasionnée à la faune nocturne :

- l'éclairage est dirigé vers le bas, sans diffusion vers le ciel,

- des lampes à sodium basse pression sont choisies pour réduire infra-rouges et ultra-violets,
- l'éclairage des bosquets et pelouses est évité dans une logique de trame noire,
- l'amplitude horaire de l'éclairage est réduite selon les horaires d'activité.

#### **ARTICLE 9.2.5 – MESURE R 03 : PLANTATION D'ESPÈCES INDIGÈNES**

Les plantations se composent d'espèces indigènes préconisées dans le « guide pour l'utilisation d'arbres et d'arbustes pour la végétalisation à vocation écologique et paysagère en région Nord-Pas-de-Calais » adaptées au type de sol en place.

Les bosquets et fourrés existants pouvant être maintenus sont intégrés dans les espaces verts du site.

#### **ARTICLE 9.2.6 – MESURE R 04 : ADAPTATION DES PÉRIODES DE TRAVAUX AUX CYCLES BIOLOGIQUES DES ESPÈCES**

Les dégagements d'emprise des bosquets et fourrés sont réalisés entre mi-août et mi-novembre pour éviter la période sensible de reproduction de l'avifaune et d'hibernation des mammifères.

#### **ARTICLE 9.2.7 – MESURE R 05 : PRÉVENTION DE L'EXTENSION DES ESPÈCES VÉGÉTALES EXOTIQUES ENVAHISSANTES**

Les mesures suivantes sont prises pour éviter l'extension des espèces végétales exotiques envahissantes :

- l'exportation (hors du site) de terres contaminées par des végétaux exotiques envahissants est évitée ; les terres contaminées sont enfouies sur place,
- le compostage de déchets verts issus de végétaux exotiques envahissants est évité,
- le maintien de zones de terres nues trop longtemps est évité ; les plantations et semis sont réalisés sans attendre pour éviter l'installation de végétaux exotiques envahissants,
- la gestion des espaces verts veille à la maîtrise des végétaux exotiques envahissants, en particulier la Renouée du Japon. Cette espèce nécessite des fauches et arrachages répétés. Les produits de coupe doivent être réduits pour éviter toute reprise à l'intérieur ou à l'extérieur du site.

#### **ARTICLE 9.2.8 – MESURE R 06 : CAHIER DES CHARGES POUR LES ENTREPRISES**

Les mesures prévues par le présent arrêté sont intégrées au cahier des charges destiné aux entreprises en charge de l'aménagement.

### **CHAPITRE 9.3 MESURES COMPENSATOIRES**

Dans le cadre des travaux d'aménagement d'un entrepôt logistique à Wattrelos, Monsieur le Directeur de la société SIG Wattrelos (et son mandataire) met en œuvre les mesures suivantes définies dans le dossier de demande d'autorisation environnementale :

#### **ARTICLE 9.3.1 – MESURES C01 : RESTAURATION ET GESTION DE L'HABITAT DE L'OPHRYS ABEILLE**

Une gestion favorable à l'Ophrys abeille est mise en place au niveau des milieux herbacés, visés à la mesure E1, destinée à la conservation de ses stations existantes et à leur développement spontané ou par transplantation de pieds.

La gestion consiste en une fauche annuelle exportatrice entre le 15 et le 31 juillet, après fructification de l'Ophrys abeille.

Si le suivi de la végétation montre une tendance à la fermeture des pelouses par apparition de ligneux ou densification de la végétation herbacée, une seconde fauche exportatrice peut être menée à partir de septembre.

La hauteur de fauche est d'environ 10 cm pour préserver les rosettes d'Ophrys abeille.

### **CHAPITRE 9.4 MESURES D'ACCOMPAGNEMENT ET DE SUIVI**

Dans le cadre des travaux d'aménagement d'un entrepôt logistique à Wattrelos, Monsieur le Directeur de la société SIG Wattrelos (et son mandataire) met en œuvre les mesures suivantes définies dans le dossier de demande d'autorisation environnementale :

#### **ARTICLE 9.4.1 – MESURES AC01 : GESTION DES ESPACES VERTS FAVORABLE À LA BIODIVERSITÉ**

Un plan de gestion des espaces, objet des mesures d'évitement et de compensation est établi par un écologue pour une durée de 30 ans. Ce plan de gestion vise les objectifs suivants :

- gestion et restauration des milieux herbacés favorables à la diversité floristique, en particulier l'Ophrys abeille,
- gestion écologique (fauche tardive exportatrice, interdiction des produits phytosanitaires et fertilisants),
- maîtrise des végétaux exotiques envahissants,
- cortèges composés de végétaux indigènes,
- entretien doux des haies et bosquets permettant une structuration naturelle de la végétation par strates.

Un suivi est réalisé par un écologue pour évaluer les résultats de la gestion sur la biodiversité et adapter le plan de gestion en conséquence. Le suivi s'appuie sur des indicateurs révélateurs des objectifs de gestion.

Les suivis sont réalisés de façon annuelle pendant les 5 premières années de gestion, puis tous les 3 ans les 10 années suivantes et enfin tous les 5 ans. Ces suivis seront effectués sous le contrôle de la DREAL et du CBN de Bailleul.

#### **ARTICLE 9.4.2 – MESURES AC02 : PROTOCOLE DE TRANSFERT DE L'OPHRYS ABEILLE**

Préalablement au dégagement des emprises, un écologue procède au piquetage du ou des pieds d'Ophrys abeille concernés par le projet : le ou les pieds sont précisément localisés et signalés par des piquets pour permettre leur préservation et leur transfert.

Les pieds sont transplantés, avec leur motte de terre de 25 cm<sup>3</sup>, en période automnale ou hivernale sur des habitats favorables préservés au titre des mesures d'évitement.

#### **ARTICLE 9.4.3 – MESURES AC03 : ÉVALUATION DE LA TRANSPLANTATION DE L'OPHRYS ABEILLE**

Un écologue réalise un suivi des stations d'Ophrys abeille conservées ou transplantées afin d'évaluer le succès de la transplantation et d'affiner les modalités de gestion pour favoriser l'Ophrys abeille. Le suivi est réalisé en période de floraison les première, troisième, cinquième, dixième et quinzième années suivant l'aménagement et les transplantations.

L'avifaune est également notée lors de ces suivis pour suivre l'évolution des cortèges d'oiseaux.

#### **CHAPITRE 9.5 DURÉE DE VALIDITÉ DE LA DÉROGATION ET TERRITOIRE CONCERNÉ**

La dérogation définie à l'article 9.1 du présent arrêté est délivrée pour une durée de 5 ans à compter de sa date de signature. Elle est valable sur la commune de Wattrelos au niveau des emprises définies dans le dossier de demande de dérogation.

Avant expiration de cette dérogation, son renouvellement peut être demandé par son bénéficiaire sur la base d'un dossier argumentaire détaillant l'avancement de la mise en œuvre des mesures prévues par le présent arrêté et le calendrier révisé du projet.

Les mesures de préservation sont effectives durant la durée des atteintes et les mesures de gestion le sont pendant une durée minimale de 30 ans.

#### **CHAPITRE 9.6 TRANSFERT DE L'AUTORISATION À UN AUTRE BÉNÉFICIAIRE**

Le bénéficiaire d'une dérogation peut transférer celle-ci à une autre personne. Le nouveau bénéficiaire, au moins un mois avant la date d'effet du transfert, déclare celui-ci au préfet ou, dans les cas prévus aux articles R.411-7 et R.411-8 au ministre chargé de la protection de la nature. Cette déclaration mentionne, si le nouveau bénéficiaire est une personne physique, ses noms, prénoms et domicile et s'il est une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Elle indique en outre la nature des activités du nouveau bénéficiaire et justifie la qualification des personnes amenées à mettre en œuvre l'opération autorisée.

Dans un délai d'un mois à compter de la date de réception de la déclaration, l'autorité qui l'a reçue en délivre récépissé ou, dans le cas où le nouveau bénéficiaire ne dispose pas des capacités suffisantes pour respecter les conditions dont est assortie la dérogation, refuse le transfert. Ce refus est notifié au bénéficiaire initial de la dérogation et à l'auteur de la déclaration. Si, dans le délai mentionné ci-dessus, cette autorité n'a ni délivré récépissé de la déclaration, ni refusé le transfert de la dérogation, ce transfert est autorisé.

## **CHAPITRE 9.7 MESURES DE CONTRÔLE**

La mise en œuvre des dispositions définies au titre 9 du présent arrêté peuvent faire l'objet de contrôles par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'article L.415-3 du code de l'environnement.



---

## TITRE 10 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

---

### CHAPITRE 10.1 CONTRÔLES INOPINÉS

#### ARTICLE 10.1.1 CONTRÔLES ET ANALYSES, CONTRÔLES INOPINÉS

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par elle-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures vibratoires, olfactives ou de niveaux sonores. Elle peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

### CHAPITRE 10.2 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

#### ARTICLE 10.2.1 PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

#### ARTICLE 10.2.2 MESURES COMPARATIVES

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement. Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

### CHAPITRE 10.3 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

#### ARTICLE 10.3.1 RELEVÉ DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU

Les installations de prélèvement d'eaux de toutes origines, comme définies à l'article Erreur : source de la référence non trouvée, sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé consultable par l'inspection.

### ARTICLE 10.3.2 SURVEILLANCE DES EAUX PLUVIALES

En sortie de chacun des bassins de tamponnement/confinement définis à l'article du présent arrêté (sortie séparateur d'hydrocarbures), l'exploitant réalise un prélèvement d'échantillon moyen sur une durée minimale de deux heures pour analyse des paramètres suivants :

Paramètre	Fréquence minimale d'échantillonnage et d'analyse
pH	Mesure annuelle sur échantillon moyen
Demande Chimique en Oxygène (D.C.O.) sur effluent non décanté	
Matières En Suspension Totales MEST	
Hydrocarbures totaux	

### ARTICLE 10.3.3 SUIVI DES DÉCHETS

L'exploitant tient à jour le registre des déchets prévu par l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Le registre des déchets sortants contient au moins pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :

- la date de l'expédition du déchet ;
- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet sortant ;
- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R.541-43 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement susvisé ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive susvisée ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L.541-1 du code de l'environnement.

Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.

L'exploitant utilisera pour ses déclarations la codification réglementaire en vigueur.

### ARTICLE 10.3.4 SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans les 3 mois suivant la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

## **CHAPITRE 10.4 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS**

### **ARTICLE 10.4.1 ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE L'AUTO**

#### **SURVEILLANCE**

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Si les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et, si elle provient de ses installations, en supprimer les causes. Dans ce cas, il doit en tant que de besoin entreprendre les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution de la nappe. Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses du mois précédent. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au , des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

Le rapport de synthèse est adressé avant la fin de chaque période (1 mois, 2 mois, 3 mois...) à l'inspection des installations classées.

Les résultats de l'auto surveillance des prélèvements et des émissions, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes)

### **ARTICLE 10.4.2 ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DES MESURES DE NIVEAUX SONORES**

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 10.3.4 sont transmis à l'Inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

### **ARTICLE 10.4.3 TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE DES DÉCHETS**

Les justificatifs évoqués à l'article 10.3.3 doivent être conservés pendant trois ans.

---

## TITRE 11 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ-EXÉCUTION

---

### ARTICLE 11.1 SANCTIONS

Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L514-1 du code de l'environnement.

### ARTICLE 11.2 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

- Recours gracieux, adressé à M. le préfet du Nord, préfet de la région des Hauts-de-France - 12, rue Jean sans Peur – 59039 LILLE CEDEX,
- Et/ou recours hiérarchique, adressé à Monsieur le ministre de la transition écologique et solidaire – Grande Arche de la Défense – 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Ce recours hiérarchique prolonge de deux mois le recours contentieux.

Entre outre, cette décision peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Lille conformément aux dispositions de l'article R514-3-1 du code de l'environnement :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un **délai de deux mois** à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement dans un **délai de quatre mois** à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

### ARTICLE 11.3 PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de Wattrelos et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant les prescriptions auxquelles les installations seront soumises sera affiché à la mairie de Wattrelos pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire,
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible par les soins de l'exploitant, ainsi que sur le site internet de la Préfecture du Nord ([www.nord.gouv.fr](http://www.nord.gouv.fr) rubrique ICPE-Autre ICPE : agricoles, industrielles, etc-prescriptions complémentaires)

### ARTICLE 11.4 DÉCISION ET NOTIFICATION

Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

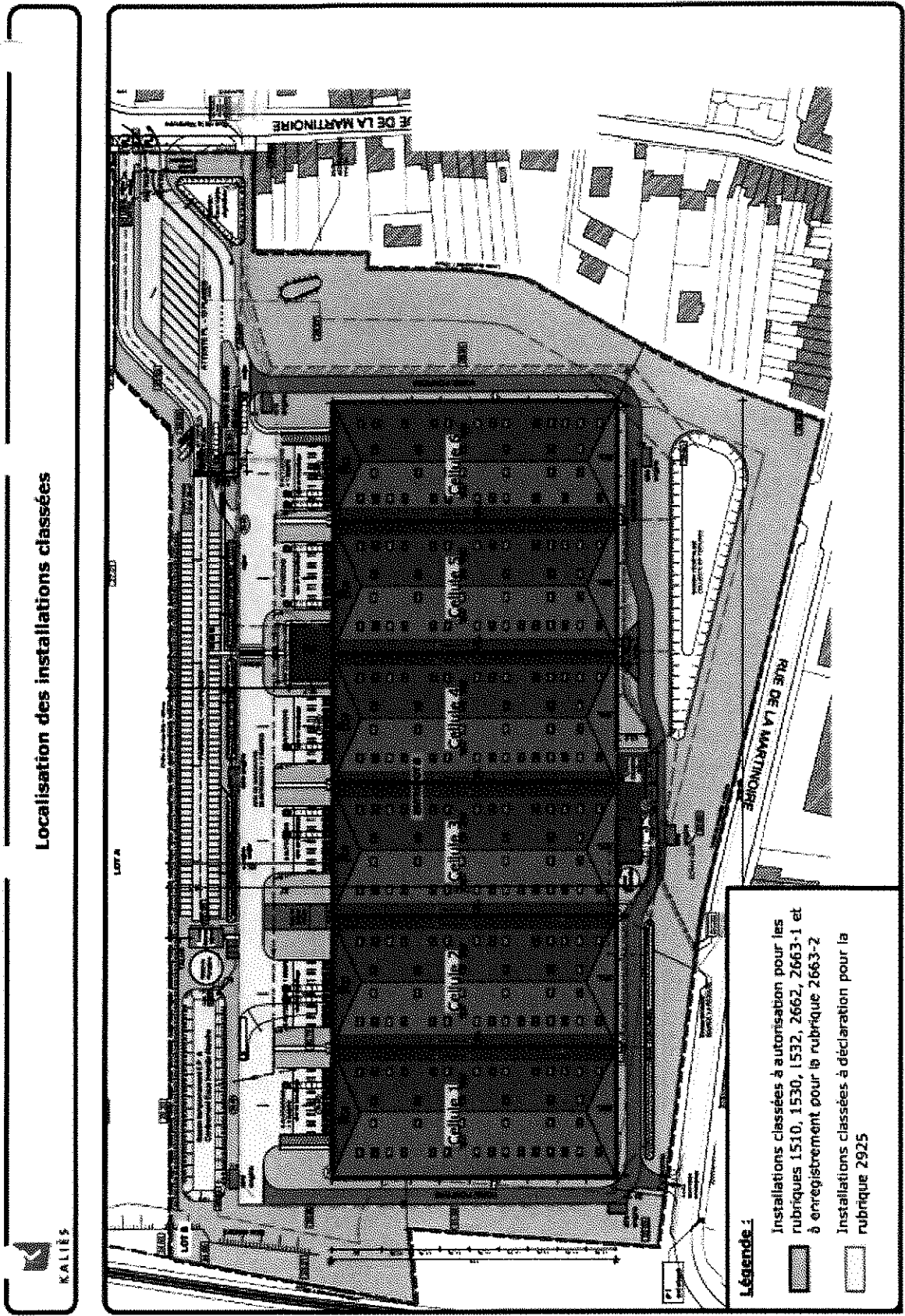
- Maires de WATTRELOS, TOURCOING, ROUBAIX,
- Bourgmestre de MOUSCRON,
- Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- Chefs des services consultés lors de l'instruction de la demande ou concernés par une ou plusieurs dispositions de l'arrêté,
- Commissaire-enquêteur.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de WATTRELOS et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

- L'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'ÉTAT DANS LE Nord ([www.nord.gouv.fr](http://www.nord.gouv.fr) – installations classées pour la protection de l'environnement – Autres ICPE : agricoles, etc – Autorisations) pendant une durée minimale d'un mois.

Fait à Lille, le  
Pour le préfet et par délégation,  
le Secrétaire Général Adjoint



**Annexe 2** : mesure d'évitement en faveur de pelouses à Ophrys abeille, de fourrés, bosquets, alignement d'arbres et prairie humide (extrait de la note en réponse à l'avis du Conseil National de la Protection de la Nature)

